

**DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE**

**COMMUNE DE LA SALVETAT (31880)**

**5<sup>ème</sup> MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



**ENQUÊTE PUBLIQUE**

du 08 janvier au 08 février 2017

Référence de l'enquête :

**E 17000169 / 31**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

Henri GARRIGUES, commissaire enquêteur  
par Décision du Président du Tribunal Administratif de Toulouse  
en date du 18 07 2017

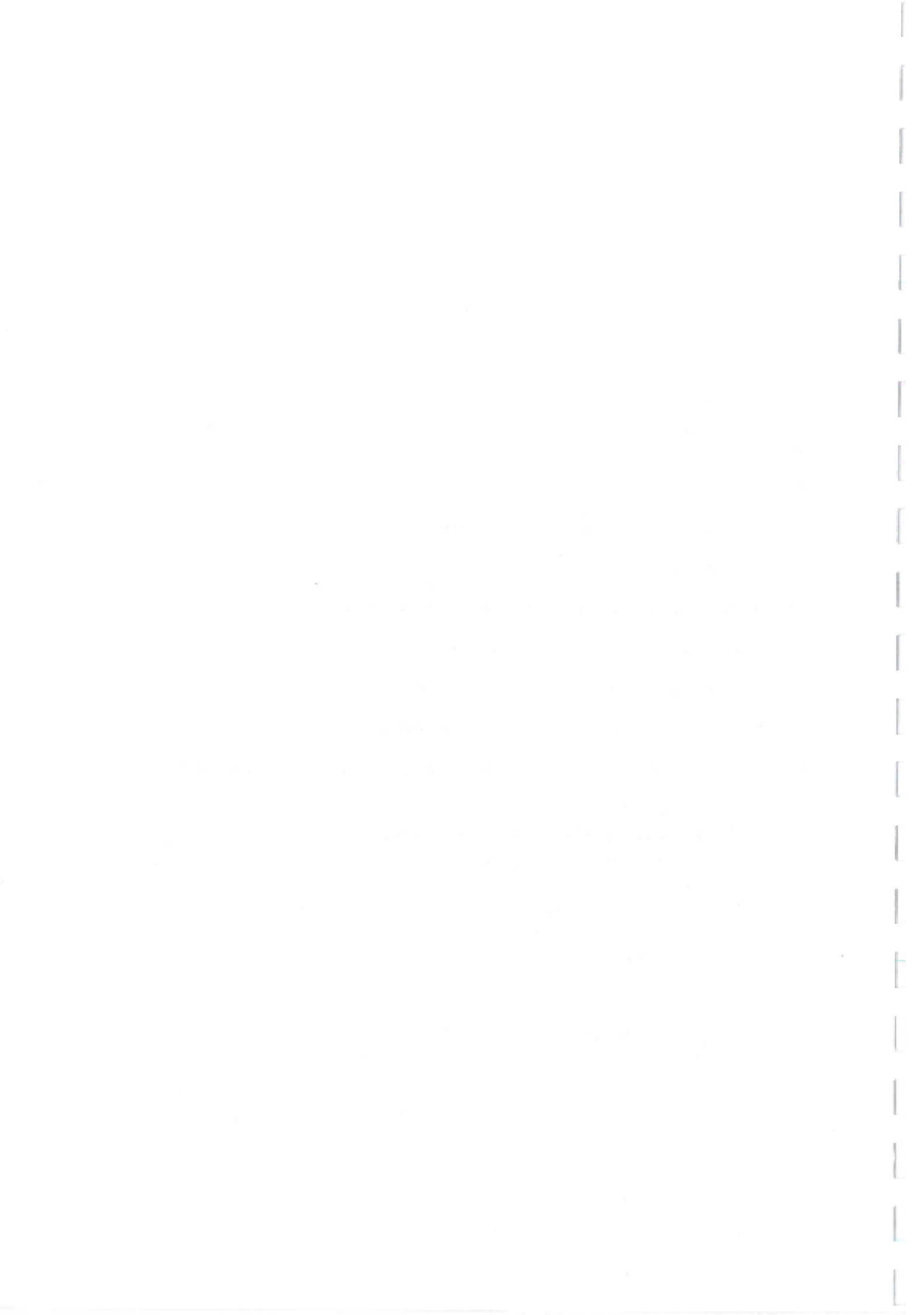
**ENQUÊTE PUBLIQUE**  
**5<sup>ème</sup> modification du PLU**  
**LA SALVETAT SAINT-GILLES (31 880)**

**(8 janvier au 8 février 2018)**

- **Pièce n° 1 : Rapport d'enquête**
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- **Pièce n° 2 : Conclusions**
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- **Annexes : 15**

**LISTE DES ANNEXES**

- 01 - Désignation du Commissaire Enquêteur (page 1)
- 02 - Arrêtés communaux (page 2)
- 03 - Avis d'enquête (page 8)
- 04 - Affiche format A2 jaune en réduction (page 10)
- 05 - Information sur le site internet de la commune (page 11)
- 06 - Information dans le magazine communal (page 12)
- 07 - Information dans la presse (page 13)
- 08 - Plan de situation des panneaux d'affichage (page 14)
- 09 - Photos des panneaux d'affichage (page 15)
- 10 - Attestation d'affichage de la Police Municipale (page 16)
- 11 - Certificats d'affichage du Maire (page 17)
- 12 - Procès-verbal de synthèse du Commissaire Enquêteur (page 20)
- 13 - Réponse du Maire au PV de synthèse du Commissaire Enquêteur (page 22)
- 14 - Avis des Personnes Publiques Concoctées (PPC) et Associées (PPA) (page 41)
  - PPC : PCDPENAF (page 42)
  - PPA : Région Languedoc – Midi Pyrénées (page 43)
  - PPA : Conseil Départemental (page 44)
  - PPC : Commune de Fontenilles (page 45)
  - PPA : Chambre de Métiers et de l'Artisanat (page 46)
  - PPA : SMEA – Réseau 31 (page 47)
  - PPA : SMEAT (page 49)
  - PPA : Agence régionale de Santé (page 59)
  - PPA : CCI – Chambre de commerce et d'industrie de Toulouse (page 60)
  - PPA : DDT – Direction Départementale des Territoires (page 61)
  - PPA : Chambre d'Agriculture de Haute-Garonne (page 63)
- 15 - Registre d'enquête (original en Mairie) accompagné des pièces-jointes, soit 83 pages.



18/07/2017

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

N° E17000169 /31

## LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

**Décision désignation commission ou commissaire**

Vu enregistrée le 13/07/2017, la lettre par laquelle M. le Maire de la Commune de La Salvetat Saint-Gilles demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

*la modification du plan local d'urbanisme de la commune de La Salvetat Saint-Gilles ;*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2017 ;

Vu la délégation du 28 juin 2017 du président du tribunal administratif de Toulouse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Henri GARRIGUES est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3** : La présente décision sera notifiée à M. le Maire de la Commune de La Salvetat Saint-Gilles et à Monsieur Henri GARRIGUES.

Fait à Toulouse, le 18/07/2017

Le magistrat délégué



Valérie QUENNEKER





DEPARTEMENT  
Haute Garonne

CANTON  
Léguévin

COMMUNE  
La Salvétat St-Gilles

ARRETE DU MAIRE n° 2017-06-51 PRESCRIVANT  
La 5<sup>ème</sup> Modification du Plan Local d'Urbanisme  
De la Commune de La Salvétat St-Gilles

Le Maire de la commune de LA SALVETAT SAINT-GILLES

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 à L153-43, R. 153-20 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 novembre 2004 ayant approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 27 juin 2005, 12 février 2008, 23 juin 2010, 13 février 2012 et 18 mars 2013 ayant approuvé 4 modifications, une révision simplifiée et une modification simplifiée du PLU.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du PLU pour les motifs suivants :

- Mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT de la grande agglomération toulousaine approuvé le 16 mars 2012 et modifié le 12 décembre 2013 ;
- Limiter les possibilités de densification résultant de la suppression, par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) du 24 mars 2014, des règles de Coefficient d'Occupation des Sols et de superficie minimale de terrain constructible ;
- Corriger certaines dispositions qui posent problème dans l'application du droit des sols pour améliorer la fonctionnalité des zones et faciliter l'émergence d'opérations d'ensemble ;
- Permettre la création d'équipements publics sur les terrains proches du centre-ville ;
- Créer une servitude de projet sur le centre-ville, dans l'attente d'un projet d'aménagement global du cœur de ville pour pallier à diverses problématiques (bâtiments anciens en proie à la ruine, espaces publics disséminés ayant un caractère routier, aménagement des abords de voirie...).

Ces modifications visent à mieux encadrer la construction sur la commune pour préserver le cadre de vie sans remettre en cause les objectifs du PADD.

Il est à préciser que cet arrêté vise à annuler et à remplacer le précédent arrêté (arrêté du maire n°2015-7-83) prescrivant la 5<sup>e</sup> modification du PLU de la commune.

### Article 1er.

Une procédure de modification du PLU est engagée en vue de permettre la réalisation des objectifs suivants :

- Modifier le règlement écrit pour assurer la compatibilité du PLU avec le SCOT de la grande agglomération toulousaine, pour corriger certaines dispositions qui posent problème dans l'application du droit des sols, pour permettre la création d'équipements publics sur des terrains proches du centre-ville, et pour limiter les possibilités de densification résultant de la suppression, par la loi ALUR du 24 mars 2014, des règles de Coefficient d'Occupation des Sols et de superficie minimale de terrain constructible ;
- Modifier les orientations d'aménagement pour permettre la création d'équipements publics sur des terrains proches du centre-ville ;
- Modifier le règlement graphique pour assurer la compatibilité du PLU avec le SCOT de la grande agglomération toulousaine en protégeant certains éléments végétaux et paysagers.
- Modifier le règlement écrit et graphique pour répondre aux motifs précités...

### Article 2.

Une concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- Insertion sur le site officiel de la Mairie ;
- Insertion dans le bulletin municipal d'un article d'informations sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- Mise à disposition du public d'un registre pour y consigner des observations.

### Article 3.

Conformément aux dispositions des articles L.153-36 à L.153-43 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux I et III de l'article L.132-7 à 9 du code de l'urbanisme pour avis avant le début de l'enquête publique ;

Compte tenu de certaines dispositions impactant les constructions en zone naturelle, la CDPENAF sera saisie.

### Article 4.

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du PLU auquel seront joints, le cas échéant, les avis des PPA ;

### Article 5.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du conseil municipal.

### Article 6.

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté sera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la commune.



Fait à La Salvetat St-Gilles,  
Le 06 Juin 2017

Le Maire,

François ARDERIU







VILLE DE  
LA SALVETAT SAINT-GILLES

## ARRETE N° 2017-11- 120

Prescrivant une enquête publique relative  
à la 5ème modification du Plan Local d'Urbanisme

Le Maire,

Vu le code des communes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L123-13-1 et L123-13-2

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants,

Vu le décret n°2011-2018 du 29 septembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

Vu l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté n° 2017- 06 -51 prescrivant la modification du PLU

Vu les pièces du dossier de modification du PLU soumis à enquête publique,

Vu la décision du 18 Juillet 2017 de M. le Président du Tribunal Administratif de Toulouse désignant :

M. GARRIGUES Henri en qualité de commissaire enquêteur titulaire

## ARRETE

### Article 1 : Durée de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de 32 jours consécutifs, à compter du 08/01/2018 à 9 heures jusqu'au 08/02/2018 à 18 heures, en vue de l'approbation de la cinquième modification du plan local d'urbanisme de la commune de La Salvetat Saint-Gilles par le Conseil municipal.

### Article 2 : Objets de l'enquête

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du PLU pour les motifs suivants :

- Mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT de la grande agglomération toulousaine approuvé le 16 mars 2012 et modifié le 12 décembre 2013 ;
- Limiter les possibilités de densification résultant de la suppression, par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) du 24 mars 2014, des règles de Coefficient d'Occupation des Sols et de superficie minimale de terrain constructible ;

- Corriger certaines dispositions qui posent problème dans l'application du droit des sols pour améliorer la fonctionnalité des zones et faciliter l'émergence d'opérations d'ensemble ;

- Permettre la création d'équipements publics sur les terrains proches du centre ville ;

- Créer une servitude de projet sur le centre-ville, dans l'attente d'un projet d'aménagement global du cœur de ville pour pallier à diverses problématiques (bâtiments anciens en proie à la ruine, espaces publics disséminés ayant un caractère routier, aménagement des abords de voiries...).

- De permettre le développement de la ville en trouvant un juste compromis entre la préservation de la qualité de son cadre de vie, la prise en compte des dispositions générales fixées dans le cadre du SCoT de la Grande Agglomération Toulousaine ainsi que l'accueil inévitable de nouveaux habitants.

#### **Article 3 : Désignation du commissaire enquêteur**

Pour conduire la présente enquête publique, Monsieur GARRIGUES Henri a été désigné en qualité de Commissaire enquêteur par Décision de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Toulouse en date du 18 juillet 2017.

#### **Article 4 : Modalités de mise à disposition du dossier d'enquête auprès du public**

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête papier à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire enquêteur, seront disponibles en Mairie de La Salvétat-Saint-Gilles pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 08/01/2018 à 9 heures jusqu'au 08/02/2018 à 18 heures.

Le public aura également la possibilité de consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique situé en Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 08/01/2018 à 9 heures jusqu'au 08/02/2018 à 18 heures.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier de modification du document d'urbanisme et consigner ses éventuelles observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête ou bien les adresser au Commissaire enquêteur par écrit à la Mairie, mais également par voie électronique à l'adresse suivante :

**[modification5.plu@lasalvetat31.com](mailto:modification5.plu@lasalvetat31.com)**

(dans ce cas, noter en objet du courriel « Observations PLU pour commissaire enquêteur »).

#### **Article 5 : Permanences du commissaire enquêteur**

Le Commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales lors des permanences suivantes à la Mairie de La Salvétat Saint-Gilles :

- Mercredi 10 Janvier : De 13h30 à 17h30,
- Vendredi 19 Janvier : De 9 heures à 12 heures,
- Samedi 27 Janvier : De 9 heures à 12 heures,
- Mercredi 7 Février : De 13h30 à 17h30,

Les informations relatives à la procédure d'enquête publique pourront être demandées au service urbanisme de la Mairie.

#### **Article 6 : Mesures de publicité**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans les deux journaux ci-après :

- La Dépêche du Midi
- La Voix du Midi



Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune.

Ces publicités seront certifiées par le Maire.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie, dès sa publication et pendant la durée de l'enquête.

#### **Article 7 : Clôture de l'enquête**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre est clos et signé par le Commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire enquêteur dresse, dans les huit jours après la clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations qu'il remet au Maire. Ce dernier dispose de quinze jours pour produire ses éventuelles réponses et observations.

#### **Article 8 : Remise du rapport et de ses conclusions par le Commissaire enquêteur. Lieu où le public pourra consulter ces documents à l'issue de l'enquête**

Le Commissaire enquêteur dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre au Maire le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

Simultanément, une copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire enquêteur sont adressées au Préfet de la Haute Garonne et au Président du Tribunal administratif de Toulouse.

Un mois après la clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées du Commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie pendant une durée d'un an, aux jours et heures habituels d'ouverture de cette dernière.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par la loi N° 78-753 du 17/07/78 modifiée.

#### **Article 9 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête publique**

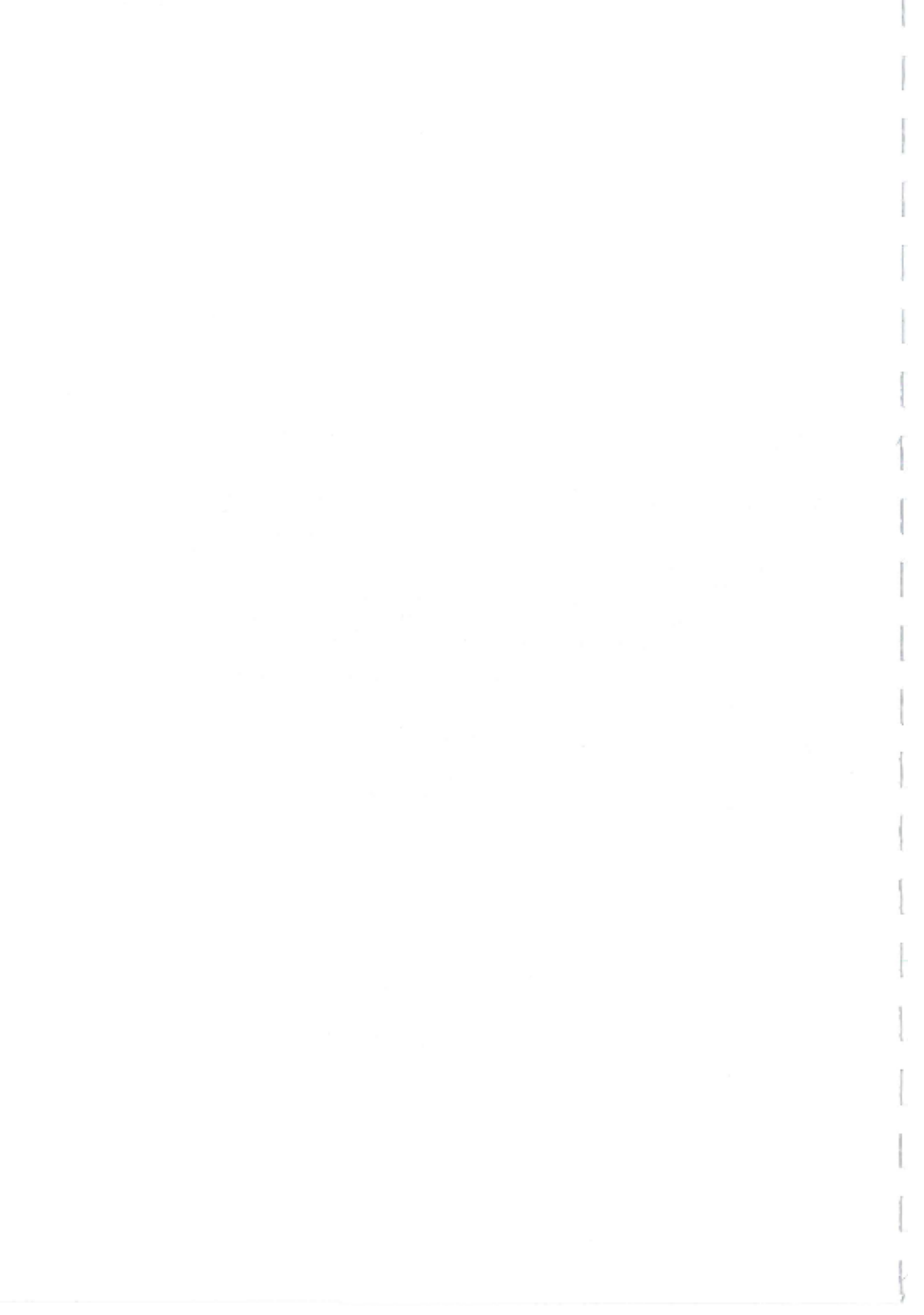
Après l'enquête publique, le projet de la cinquième modification du plan local d'urbanisme sera soumis à l'approbation du Conseil municipal qui délibérera.

Fait à La Salvetat-Saint-Gilles  
Le 03 Novembre 2017

Le Maire,

François ARD







## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Sur le projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Salvétat,

Par arrêté du 08/11/ 2017, il est prescrit une enquête publique

**Du 08/01/2018 – 9 heures**  
**Au 08/02/2018 – 18 heures**

Le projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Salvétat a pour objets de :

- Mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT de la grande agglomération toulousaine approuvé le 15 mars 2012 et modifié le 12 décembre 2013 ;
- Limiter les possibilités de densification résultant de la suppression, par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, des règles de Coefficient d'Occupation des Sols et de superficie minimale de terrain constructible ;
- Corriger certaines dispositions qui posent problème dans l'application du droit des sols pour améliorer la fonctionnalité des zones et faciliter l'émergence d'opérations d'ensemble ;
- Permettre la création d'équipements publics sur les terrains proches du centre-ville ;
- Créer une servitude de projet sur le centre-ville, dans l'attente d'un projet d'aménagement global du cœur de ville pour pallier à diverses problématiques (bâtiments anciens en proie à la ruine, espaces publics disséminés ayant un caractère routier, aménagement des abords de voirie...).
- De permettre le développement de la ville en trouvant un juste compromis entre la préservation de la qualité de son cadre de vie, la prise en compte des dispositions générales fixées dans le cadre du SCoT de la Grande Agglomération Toulousaine ainsi que l'accueil inévitable de nouveaux habitants.

Durant la période de l'enquête, le dossier d'enquête publique version papier pourra être consulté dans les locaux de la Mairie de La Salvétat aux heures habituelles d'ouverture, soit :

- Du lundi au mercredi : 9h00 - 12h00 / 13h30 - 17h30
- Jeudi : 9h00 - 12h00 / 14h00 - 18h00
- Vendredi : 9h00 - 16h00
- Samedi : 9h00 - 12h00

Le public aura également la possibilité de consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique situé en Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 08/01/2018 à 9 heures jusqu'au 08/02/2018 à 18 heures.

Monsieur Henri GARRIGUES a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Toulouse, afin de recevoir les personnes qui souhaiteraient lui faire part de leurs observations, lors des permanences suivantes :

- Mercredi 10 Janvier : De 13h30 à 17h30,
- Vendredi 19 Janvier : De 9 heures à 12 heures,
- Samedi 27 Janvier : De 9 heures à 12 heures,
- Mercredi 7 Février : De 13h30 à 17h30,

Pendant cette période d'enquête, les observations pourront être également adressées par écrit à la Mairie, à l'attention du commissaire enquêteur, ainsi que par courriel : **modification5.plu@lasalvetat31.com** (dans ce cas, noter en objet du courriel « Observations PLU pour commissaire enquêteur »).

A l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront consultables, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Mairie de La Salvetat, ainsi que sur le site Internet de la commune : <http://www.lasalvetat31.fr/>, dans la rubrique **Ma Ville » Territoires et Projets » Urbanisme**.

Ils pourront être communiqués à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande à Monsieur le Maire.

Fait à La Salvetat  
Le 08/11/2017

Le Maire

François ARDERON





# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Sur le projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Salvétat.

Pour avis en vertu de l'article L.103 du Code de l'Urbanisme.

Du 08/01/2018 à 9 heures  
Au 08/02/2018 à 18 heures

Le projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Salvétat a pour objet de :

- Mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT de la grande agglomération toulousaine approuvé le 16 mars 2012 et modifié le 12 décembre 2013 ;
- Définir les possibilités de densification résultant de la suppression, par la loi pour l'égalité du Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) du 24 mars 2014, des règles de Coefficient d'Occupation des Sols et de superficie minimale de terrain constructible ;
- Corriger certaines dispositions qui posent problème dans l'application du droit des sols pour améliorer la fonctionnalité des zones et faciliter l'émergence d'occasions d'habitat ;
- Permettre la création d'équipements publics sur les terrains proches du centre-ville ;
- Créer une servitude de projet sur la voirie-vie, dans l'attente d'un projet d'aménagement global du cœur de ville pour pallier 3 divers problèmes (bâtiments anciens en proie à la ruine, espaces publics désertiques, voirie en constante ruine, aménagement des abords de voirie...) ;
- De permettre le développement de la ville en trouvant un juste compromis entre la préservation de la qualité de son cadre de vie, la prise en compte des dispositions générales fixées dans le cadre du SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine ainsi que l'accueil inévitable de nouveaux habitants.

Durant la période de l'enquête, le dossier d'enquête publique version papier pourra être consulté dans les locaux de la Mairie de La Salvétat aux heures habituelles d'ouverture soit :

- Du lundi au mercredi : 9h00 - 12h00 / 13h30 - 17h30
- Jeudi : 9h00 - 12h00 / 14h00 - 18h00
- Vendredi : 9h00 - 16h00
- Samedi : 9h00 - 12h00

Le public aura également la possibilité de consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique situé en Mairie aux jours et heures habituelles d'ouverture de la Mairie, du 08/01/2018 à 9 heures jusqu'au 08/02/2018 à 18 heures.

Monsieur Henri GARRIGUES a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Toulouse, afin de recevoir les personnes qui souhaiteraient lui faire part de leurs observations, lors des permanences suivantes :

- Mercredi 10 Janvier : De 13h30 à 17h30,
- Vendredi 18 Janvier : De 9 heures à 12 heures,
- Samedi 27 Janvier : De 9 heures à 12 heures,
- Mercredi 7 Février : De 13h30 à 17h30,

Pendant cette période d'enquête, les observations pourront être également adressées par écrit à la Mairie, à l'attention du commissaire enquêteur, ainsi que par courriel : [modification5.plu@lasalvetat31.com](mailto:modification5.plu@lasalvetat31.com) (dans ce cas, noter en objet du courriel « Observations PLU pour commissaire enquêteur »).

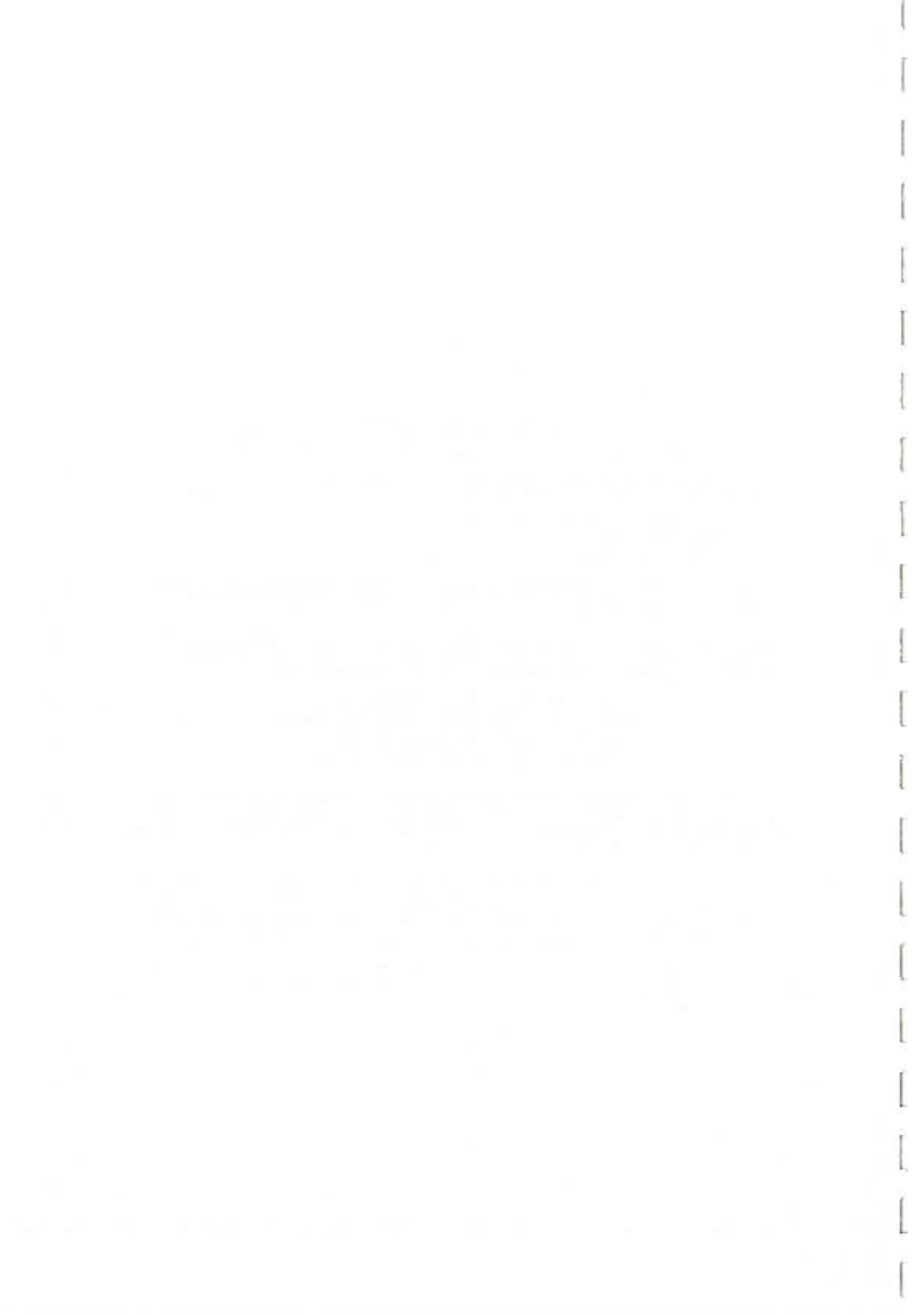
A l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront consultables, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Mairie de La Salvétat, ainsi que sur le site Internet de la commune : <http://www.lasalvetat31.fr/>, dans la rubrique **Ma Ville » Territoires et Projets » Urbanisme**.

Ils pourront être communiqués à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande à Monsieur le Maire.

Fait à La Salvétat  
Le 08/11/2017

Le Maire

François ARDERIU







ANNEXE 5

REPAS SPECTACLE BRÉE

jeudi 27 janvier 12h30 à 14h

EN 1 CLIC

Contactez la mairie

Services de la Mairie

Démarches administratives

Agenda

Marchés publics

Restauration scolaire

CCAS

l'Atelier public est ouvert du 8 janvier 2018 à 9h00 au 8 février 2018 à 18h00

La période de l'enquête, le dossier version papier pourra être consulté dans les locaux de la Mairie ou à l'Atelier public d'urbanisme.

La version électronique est consultable en ligne. Vous pouvez envoyer vos observations par mail à :

information5.plu@lasalvetat31.com

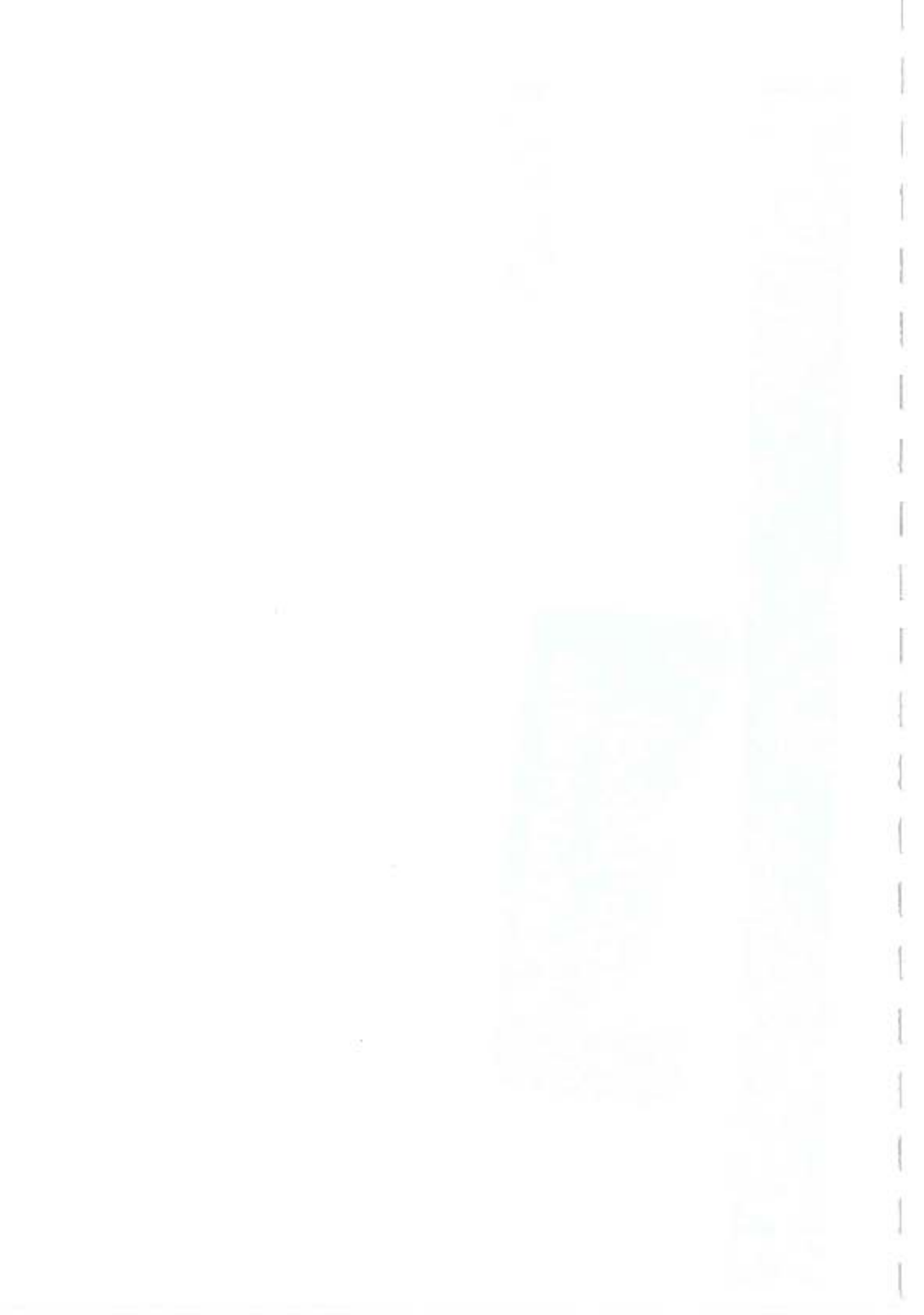
Le dossier d'enquête sera présent en permanence lors des permanences suivantes :

jeudi 10 janvier de 14h00 à 17h30

jeudi 19 janvier de 9h00 à 12h00

jeudi 27 janvier de 9h00 à 12h00

jeudi 7 février de 14h30 à 17h30







Décembre 2017 / Janvier / Février 2018

#### 9. CONTRAT DE PRET A USAGE (COMMODAT) ENTRE LA SOCIÉTÉ CEPAM ET LA COMMUNE POUR LA MISE A DISPOSITION DES PARCELLES AK 2, AK 14 et AK 15

Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi (art. 1875 du Code Civil). Le prêteur demeurant propriétaire de la chose prêtée, le commodat n'opère pas de transfert de propriété à l'égard du preneur. En vertu de l'article 1870 du Code Civil, le commodat se caractérise par sa gratuité. Ainsi, le propriétaire met son bien à disposition du preneur sans contrepartie financière.

Les parties n'ont pas l'obligation de fixer une durée au commodat. Le preneur pourra donc récupérer son bien sur simple demande.

M. le Maire propose de passer un contrat de prêt à usage avec la société CEPAM, propriétaire de parcelles de terrain situées à « La Bourlasse » à La Salvetat Saint Gilles, référencées AK 2, AK 14 et AK 15 afin d'y organiser des festivals et des manifestations.

**Voté à l'unanimité.**

#### 9. CONVENTION RELATIVE A LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL

Suite au dépôt du permis de construire référencé PC 15526-17-0020, la commune doit préparer une convention de travaux pour autoriser et définir l'aménagement proposé sur son domaine public routier à l'existant.

Dans le cas présent, il s'agit de l'aménagement de places de stationnement et d'un trottoir pour les piétons permettant de maintenir la circulation piétonne tout en ménageant un délaissé suffisant à la création de parkings depuis l'impasse des Dalmes.

M. le Maire demande au conseil municipal d'approuver la convention et de l'autoriser à la signer.

**Voté à l'unanimité.**

#### 10. AVIS SUR LE PROJET DE CRÉATION D'UNE VOIE NOUVELLE (RD 924) DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Description voir journal n°15 page 7

**Voté à l'unanimité.**

#### 11. MISE EN PLACE D'UN SERVICE OBJETS TROUVÉS

M. le Maire expose le projet de création d'un service objets trouvés géré par la Police Municipale de La Salvetat Saint Gilles.

Ce service a pour missions principales de recueillir les effets oubliés ou égarés sur le domaine public, d'en identifier les propriétaires et d'en assurer la garde jusqu'à leur remise à ces derniers. Il s'agit d'un service

public de proximité qui vise à répondre à un intérêt public local. Des lors, il appartient à chaque commune d'apprécier l'opportunité de la mise en place d'un tel service et d'en assurer, le cas échéant, les modalités de gestion, notamment financières, fixées par arrêté municipal.

**Voté à l'unanimité.**

#### 5<sup>ème</sup> modification du PLU : ENQUÊTE PUBLIQUE



L'enquête publique portant sur le projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Salvetat se déroulera :

du lundi 8 janvier 2018 à 9 heures jusqu'au jeudi 8 février 2018 à 18 heures. Durant la période de l'enquête, le dossier version papier pourra être consulté dans les locaux de la Mairie de La Salvetat aux heures habituelles d'ouverture.

Une version électronique sera également accessible sur le site internet de la commune.

Le commissaire enquêteur sera présent en Mairie lors des permanences suivantes :

- Mercredi 10 janvier de 9h00 à 17h00,
- Vendredi 12 janvier de 9h00 à 17h00,
- Samedi 27 janvier de 9h00 à 17h00,
- Mercredi 7 février de 9h00 à 17h00.

## Retour sur les actions du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ)

C'est avec grand plaisir que les élus du CMJ ont organisé deux événements en juin dernier.

Le premier a eu lieu le 17 juin, il s'agissait de la journée de l'environnement « Nettoyons la Salvetat ».

Une trentaine de personnes s'est déplacée afin de ramasser les déchets sur les pourtours de la salle Boris Vian, dans le bois et sur les espaces verts aux alentours.

Bilan de l'action : peu de déchets ont été ramassés, mais ils étaient très variés.

De plus, une décharge sauvage a été repérée derrière la cuisine municipale, les agents communaux ont nettoyé cet espace la semaine suivante. Un repas partagé a clôturé cette matinée bien chargée.

Le second événement, la fête du CMJ, était destinée aux jeunes Salvétains (du CP à la 6<sup>ème</sup>). Elle a été un réel succès avec une participation d'environ 120 jeunes.

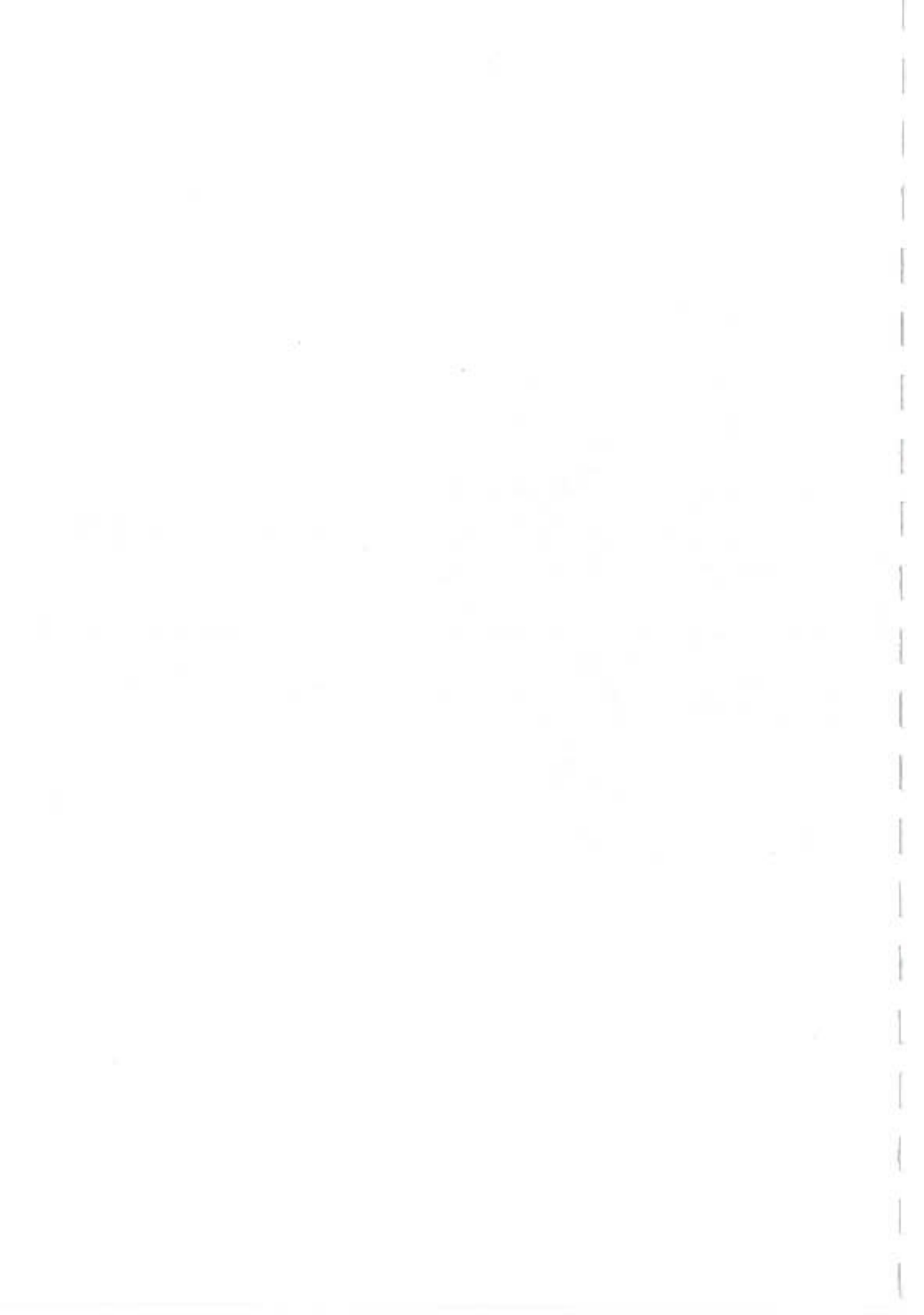
Les jeunes élus ont travaillé une partie de l'après-midi afin d'installer la salle. Les parents ont joué le jeu et ont apporté des gâteaux, des boissons et des friandises. Merci aux élus, parents et animateurs du Centre de Loisirs de nous avoir aidés ainsi qu'à La Croix Blanche pour sa présence. Vivement l'année prochaine !



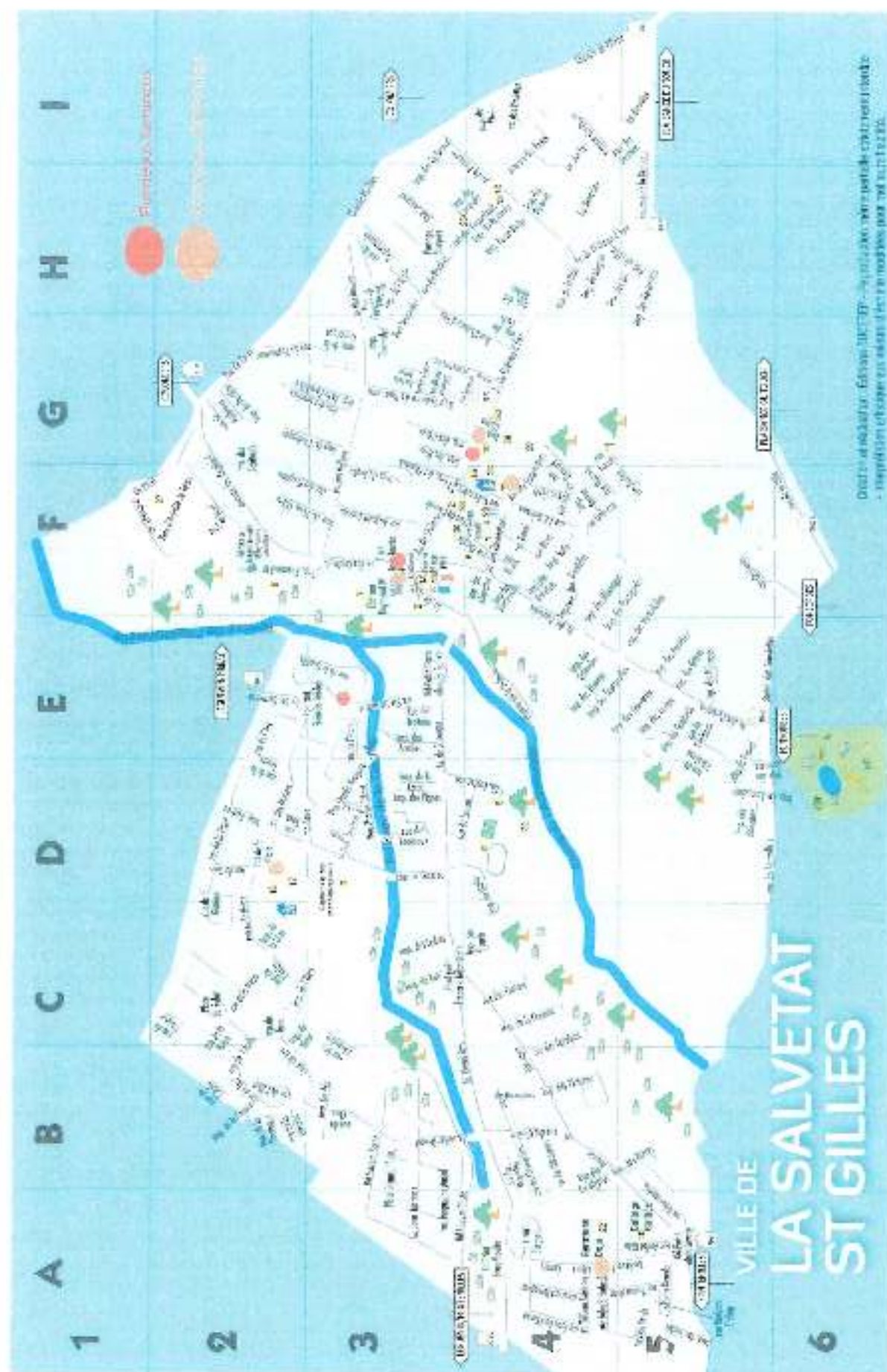












2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

**Panneaux d’AFFICHAGE (6) et PANNEAUX LUMINEUX (3)**  
Répartis dans le périmètre de la commune de La Salvétat Saint-Gilles (31880)



**Boulevard Albert Camus**



**Place Jean Jaurès**



**Panneau Mairie**



**Ecole Condorcet**



**Ecole Hauts de St Gilles**



**Espace B Vian 2**



**Espace B Vian 1**



**Place Jean Jaurès 2**



**Rd pt François Verdier**

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. This includes both traditional manual methods and modern digital technologies, highlighting the benefits of each approach.

3. The third part focuses on the role of the management team in overseeing the data collection process. It stresses the need for clear communication and coordination between different departments to ensure that data is collected consistently and accurately.

4. The fourth part discusses the challenges faced during the data collection process, such as data quality issues and the need for standardized procedures. It provides suggestions for how these challenges can be effectively managed and overcome.

5. The fifth part concludes by summarizing the key findings and recommendations of the study. It reiterates the importance of a robust data collection system and offers practical advice for implementing such a system in the future.





VILLE DE  
LA SALVÉTAT SAINT-GILLES



## ATTESTATION

Ce jour, le jeudi 18 janvier 2018, le service de la Police Municipale certifie que les affiches d'avis d'enquête publique du PLU sont apposés dans les cinq panneaux d'information de la commune de la Salvétat Saint Gilles (31).

Une vérification a été effectuée le mercredi 10 janvier 2018 et le jeudi 18 janvier 2018.

**Brigadier LE BOLLOCH Séverine**  
**Adjointe du Chef de service**

POLICE MUNICIPALE  
31 800 LA SALVÉTAT SAINT-GILLES





**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné François ARDERIU, Maire de la commune de La Salvetat St-Gilles, atteste qu'il a été procédé à :

- l’affichage régulier de l’arrêté N°2017-06-51 prescrivant la 5eme modification du Plan Local d’Urbanisme à compter du 07 Juin 2017 dans les locaux de la Mairie de la Salvetat Saint Gilles.
- l’affichage régulier de l’arrêté N°2017-11-120 prescrivant l’enquête publique relative à la 5eme modification du Plan Local d’Urbanisme à compter du 08 Novembre 2017 dans les locaux de la Mairie de la Salvetat Saint Gilles.
- l’affichage de l’Avis d’Enquête publique de la 5eme modification du PLU depuis le 28 décembre 2017 aux points d’Affichage habituels, sur le site de la Commune de La Salvetat Saint Gilles.
- La vérification d’un affichage régulier effectuée par la Police Municipale qui a dressé un rapport de ces visites de terrain.

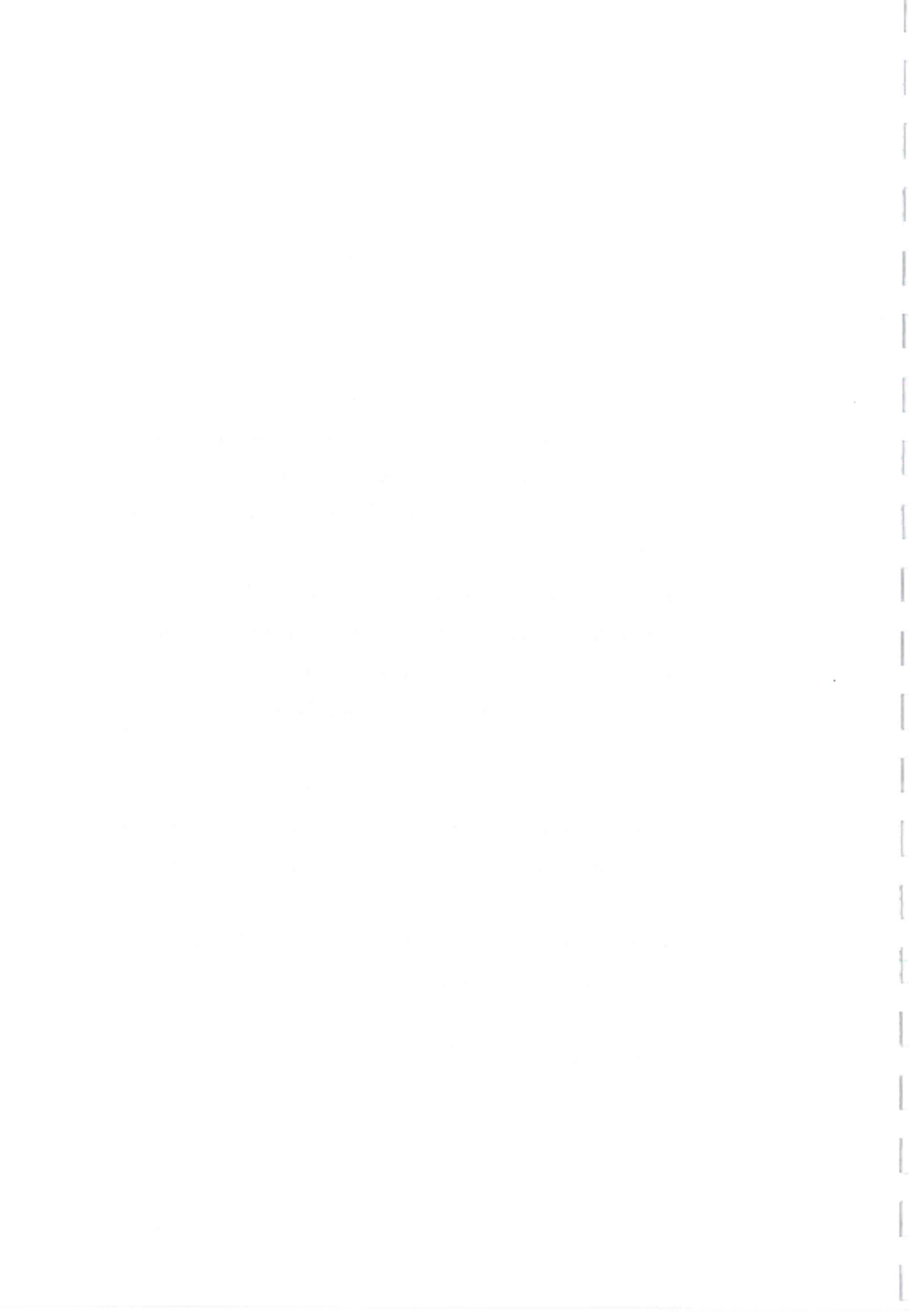
Ce Certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à la Salvetat St-Gilles,

Le 26 janvier 2018

Le Maire  
ARDERIU









VILLE DE  
LA SALVÉTAT SAINT-GILLES

### CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné François ARDERIU, Maire de la commune de La Salvétat St-Gilles, atteste qu’il a été procédé pendant toute la durée de l’enquête publique à :

- l’affichage de l’Avis d’Enquête publique de la 5ème modification du PLU aux points d’Affichage habituels, sur les panneaux lumineux et sur le site de la Commune de La Salvétat Saint Gilles.
- La vérification d’un affichage régulier effectuée par la Police Municipale qui a dressé un rapport de ces visites de terrain.

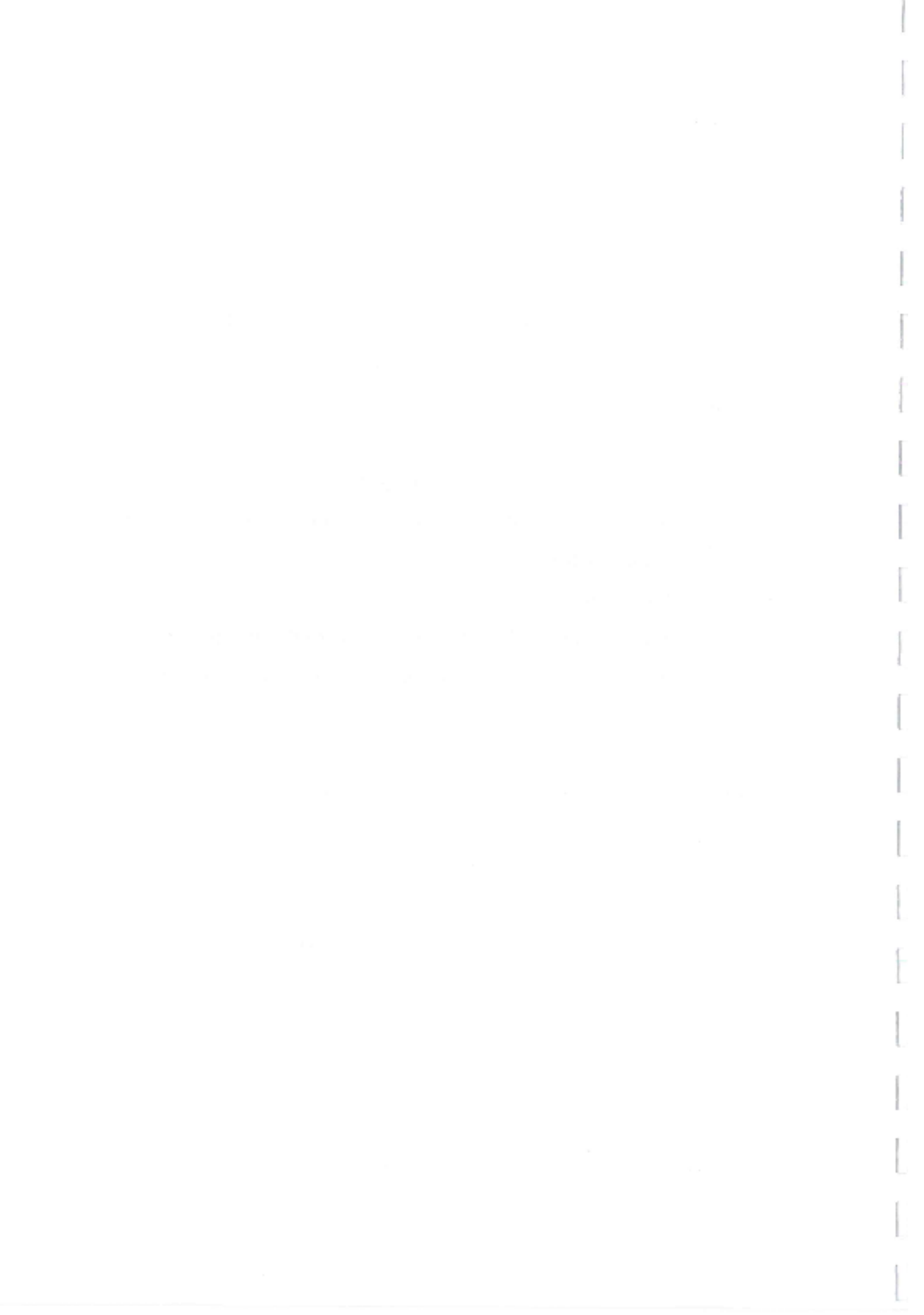
Ce Certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à la Salvétat St-Gilles,

Le 09 Février 2018

Le Maire  
F. ARDERIU





GARRIGUES Henri  
 39 Avenue Crampel  
 31400 Toulouse  
 Commissaire enquêteur  
 Enquête I.A. n° E17000169 / 31

Monsieur le Maire de La Salvetat Saint-Gilles  
 Hôtel de ville – Place du 19 mars 1962  
 31 880 La Salvetat Saint-Gilles

Toulouse le 11 février 2018

Objet : Procès-verbal de synthèse portant sur le projet de S<sup>cmv</sup> modification du PLU.

Documents de référence : registre et dossier d'enquête publique.

Pièce-jointe : observations par thème (version papier de 17 pages et numérisée).

Monsieur le Maire,

L'enquête publique citée en objet est à présent terminée et il est d'ores et déjà possible de constater qu'elle s'est déroulée dans de bonnes conditions. Environ quarante personnes se sont manifestées pour exprimer leur avis sur le projet de modification. Elles se sont déplacées jusqu'en mairie pour échanger directement avec moi, déposer un courrier à mon attention ou simplement écrire une observation sur le registre durant les heures d'ouverture de la mairie. Quelques personnes ont envoyé un courriel qui m'était transmis dans les meilleurs délais. L'ensemble de ces observations, quel qu'ait été leur mode d'acheminement a été enregistré et intégré par mes soins dans le registre d'enquête.

Dans un souci d'objectivité et afin d'avoir une vision d'ensemble des thématiques évoquées (dont certaines traitent plusieurs sujets), j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir répondre aux observations du public, mais également à certaines interrogations des personnes publique associées. Vos réponses devraient me permettre d'approfondir les remarques des pétitionnaires qui ont exprimé leurs préoccupations, le plus souvent d'ordre personnel, mais parfois aussi sur un plan plus général.

Une première exploitation sommaire des observations permet de regrouper celles-ci en neuf thèmes énumérés ci-après :

- Thème 1 : Suppression d'un espace boisé classé (observation n° 03 – 06 – 20) page 1
- Thème 2 : Suppression d'un emplacement paysager (07 – 22) page 2
- Thème 3 : Servitude de projet et zone AUc (01 – 14 – 23 – 26) page 4



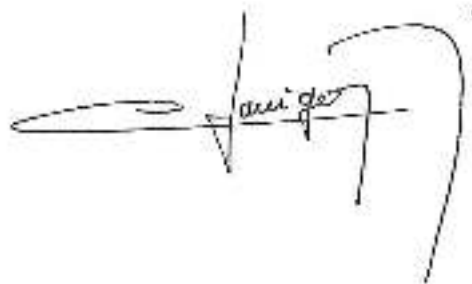


- Thème 4 : Constructibilité en zone N (02 - 04 - 13 - 16 - 29 - 17 - 21) page 6
- Thème 5 : Ouverture des zones AUh (10 - 15 - 31) page 9
- Thème 6 : Emplacements réservés (13 - 15 - 30) page 11
- Thème 7 : Réflexions sur la 5<sup>ème</sup> modification (09 - 11 - 18 - 19) page 13
- Thème 8 : Questions sur le règlement (05 - 24 - 25) page 16
- Thème 9 : Traitement au niveau communal (08 - 12 - 27 - 28) page 17

Pour faciliter votre tâche, je joins à mon courrier une version numérisée dans laquelle vous retrouverez les observations (avec leur numéro d'enregistrement initial) regroupées par thème.

Etant dans l'obligation réglementaire de remettre mon rapport à la date du 09 mars 2018, je vous serais reconnaissant de me faire parvenir vos réponses pour le 26 février, afin de pouvoir les intégrer dans les meilleures conditions à mon avis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.



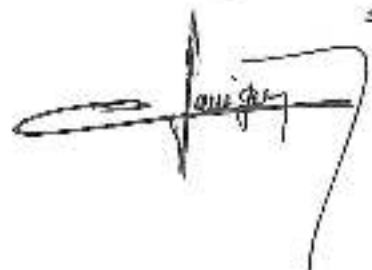
Procès-verbal de synthèse remis  
le 12 février 2018 à La Salvétat Saint-Gilles  
à Monsieur le Maire de La Salvétat Saint-Gilles

le Maire,



F. ARBERU

Monsieur Henri Garrigues  
Commissaire Enquêteur







VILLE DE  
LA SALVÉTAT SAINT-GILLES

A l'attention de M. GARRIGUES Henri

SERVICE URBANISME

Tél : 05.62.13.24.01

Fax : 05.61.86.79.07

PJ

Monsieur

Je vous transmets par la présente, les réponses aux différentes questions posés à l'issu de l'Enquête Publique de la 5eme Modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

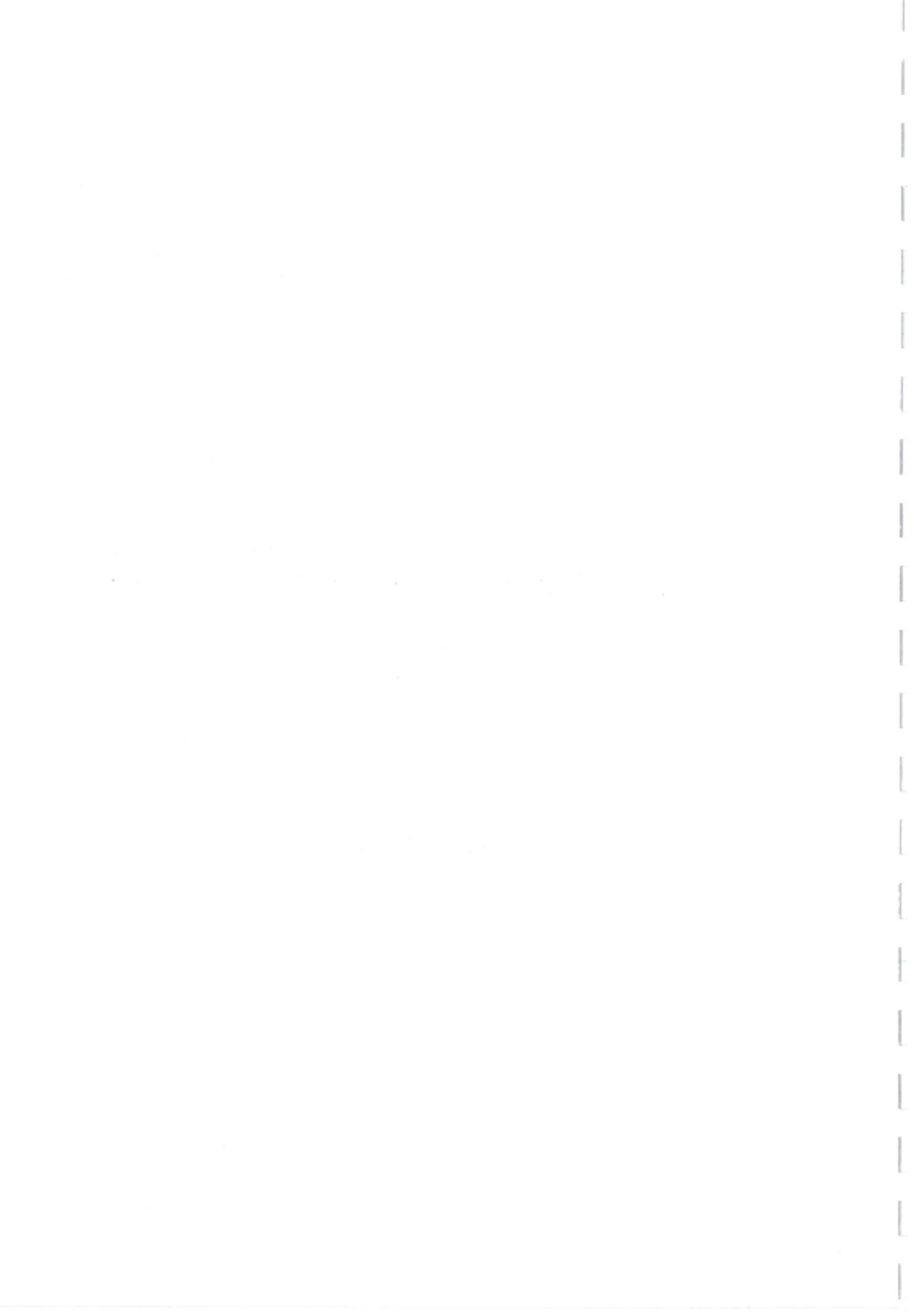
Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées

Le Maire,

François ARDE







Réponses de l'Autorité Organisatrice de l'Enquête au PV de synthèse du commissaire enquêteur.

Commentaire du commissaire enquêteur :

Seules sont présentées ici pour des raisons de volume les réponses accompagnées de pièces-jointes, les autres réponses transmises au commissaire enquêteur par voie électronique, figurent intégralement dans le Rapport : Pièce 1 - Partie 4 : Analyse des observations – paragraphe 44 : Réponse aux observations du Public.

Liste des observations avec pièces-jointes :

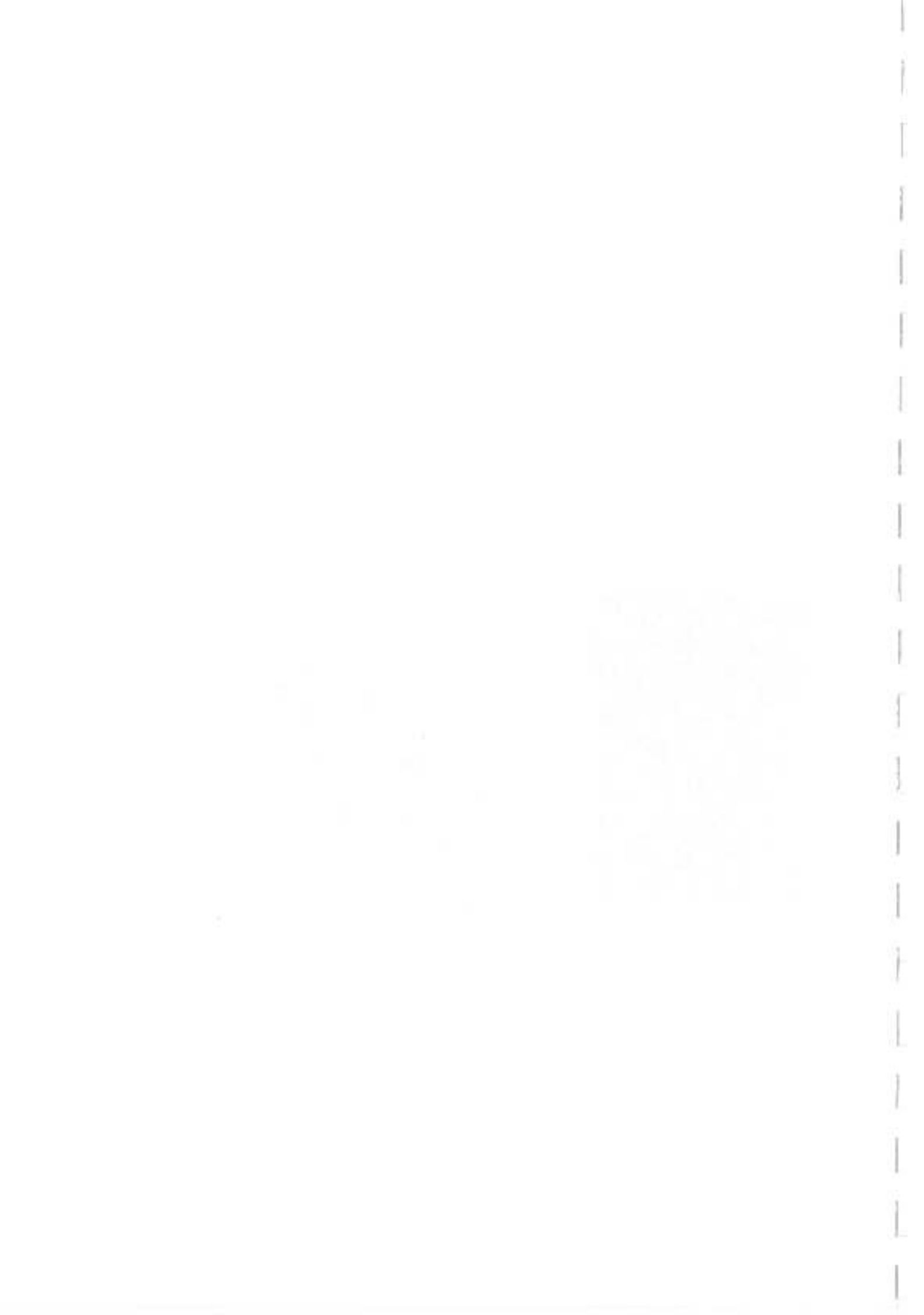
- (Obs n° 03) : Mme BENOIST (7 pages)
- (Obs n° 20) : M. CAPEL (3 pages)
- (Obs n° 29) : M. et Mme LE BOUEDEC (3 pages)
- (Obs n° 30) : Consorts GLEYZE – DURON (1 page)
- (Obs n° 15) : Mme PAROLIN REBUFFO (1 page)
- (Obs n° 33) : CEPAIM M. CABROL (2 pages)

++++









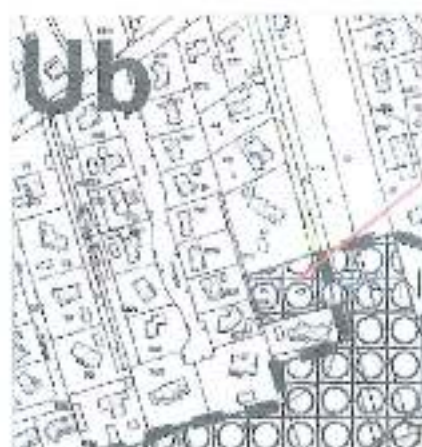
## ÉLÉMENTS DE CONTEXTE TERRAIN BENOIST

Terrain Benoist, Schœnwerth (cote : 4 340 m) - geyser (48 0547)  
Déchassement d'EBG portant sur : 1 500 m²



Extrait simplifié de la notice

Notice simplifiée de la notice



Extrait simplifié de la notice

Déchassement d'EBG portant sur : 1 500 m²  
Déchassement d'EBG portant sur : 1 500 m²

Notice simplifiée de la notice

25

## ANALYSE DU SITE TERRAIN BENOIST

Après l'analyse du terrain, il a été constaté que le terrain est situé dans une zone de forte densité de population, ce qui implique des contraintes de voisinage et de circulation. Les données techniques du terrain sont les suivantes : surface de 1 500 m², hauteur maximale de 4 340 m, et une pente de 10 %.



Extrait simplifié de la notice



Extrait simplifié de la notice



Extrait simplifié de la notice

Notice simplifiée de la notice

26



CARACTÉRISTIQUES DU TERRAIN  
BOIS CLASSE :

Le terrain est classé en zone boisée (BOIS CLASSE) et est classé en zone boisée (BOIS CLASSE) et est classé en zone boisée (BOIS CLASSE).

Le terrain est classé en zone boisée (BOIS CLASSE) et est classé en zone boisée (BOIS CLASSE) et est classé en zone boisée (BOIS CLASSE).

Le terrain est classé en zone boisée (BOIS CLASSE) et est classé en zone boisée (BOIS CLASSE) et est classé en zone boisée (BOIS CLASSE).



Source : cadastre de la commune de Lamoignon (71) - Plan de zonage de la commune de Lamoignon (71) - Plan de zonage de la commune de Lamoignon (71)

4-11

## ÉLÉMENTS DE CONTEXTE TERRAIN DEL PUERTO

Terrain Del Puerto Surface parcelle : 1 020 m<sup>2</sup> (parcelle AD0100)  
Environnement DDC portant sur : 1 020 m<sup>2</sup> environ



Parcelle cadastrale n° 10 010

Parcelle cadastrale n° 10 010

Document d'urbanisme en vigueur :  
Le plan d'urbanisme de la commune de Lamoignon (71)



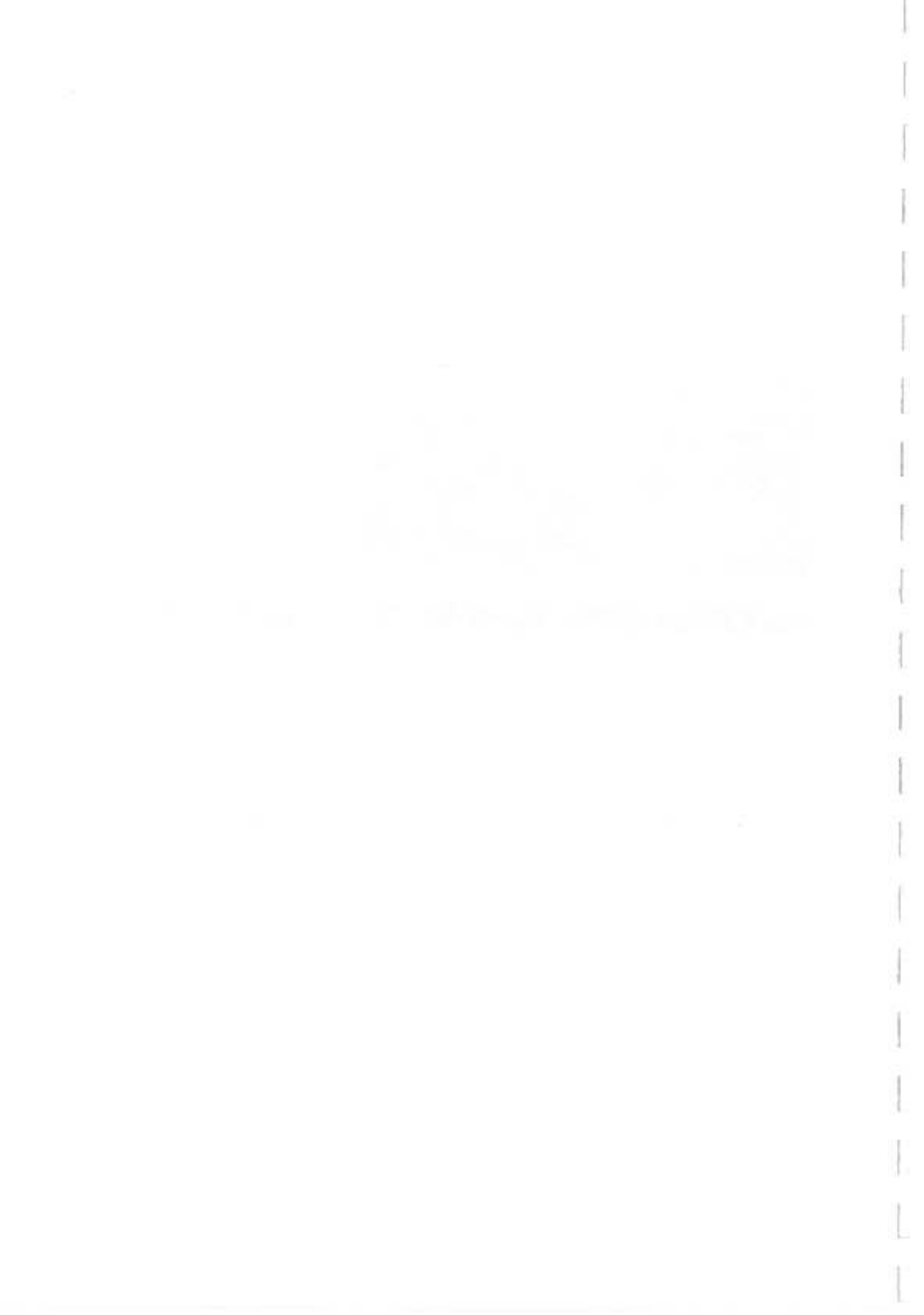
Parcelle cadastrale n° 10 010



Source : cadastre de la commune de Lamoignon (71) - Plan de zonage de la commune de Lamoignon (71) - Plan de zonage de la commune de Lamoignon (71)

4-12





# ANALYSE DU SITE TERRAIN DEL PUERTO



1. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.



2. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.

La zone de stationnement est située à l'entrée du terrain, à l'ouest de la zone de stationnement. La zone de stationnement est située à l'entrée du terrain, à l'ouest de la zone de stationnement. La zone de stationnement est située à l'entrée du terrain, à l'ouest de la zone de stationnement.



3. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.



3. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.

1. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement. 2. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement. 3. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.

1.1

# ANALYSE DU SITE TERRAIN DEL PUERTO

## CARACTERISTIQUES DE L'ESPACE

La zone de stationnement est située à l'entrée du terrain, à l'ouest de la zone de stationnement. La zone de stationnement est située à l'entrée du terrain, à l'ouest de la zone de stationnement. La zone de stationnement est située à l'entrée du terrain, à l'ouest de la zone de stationnement.



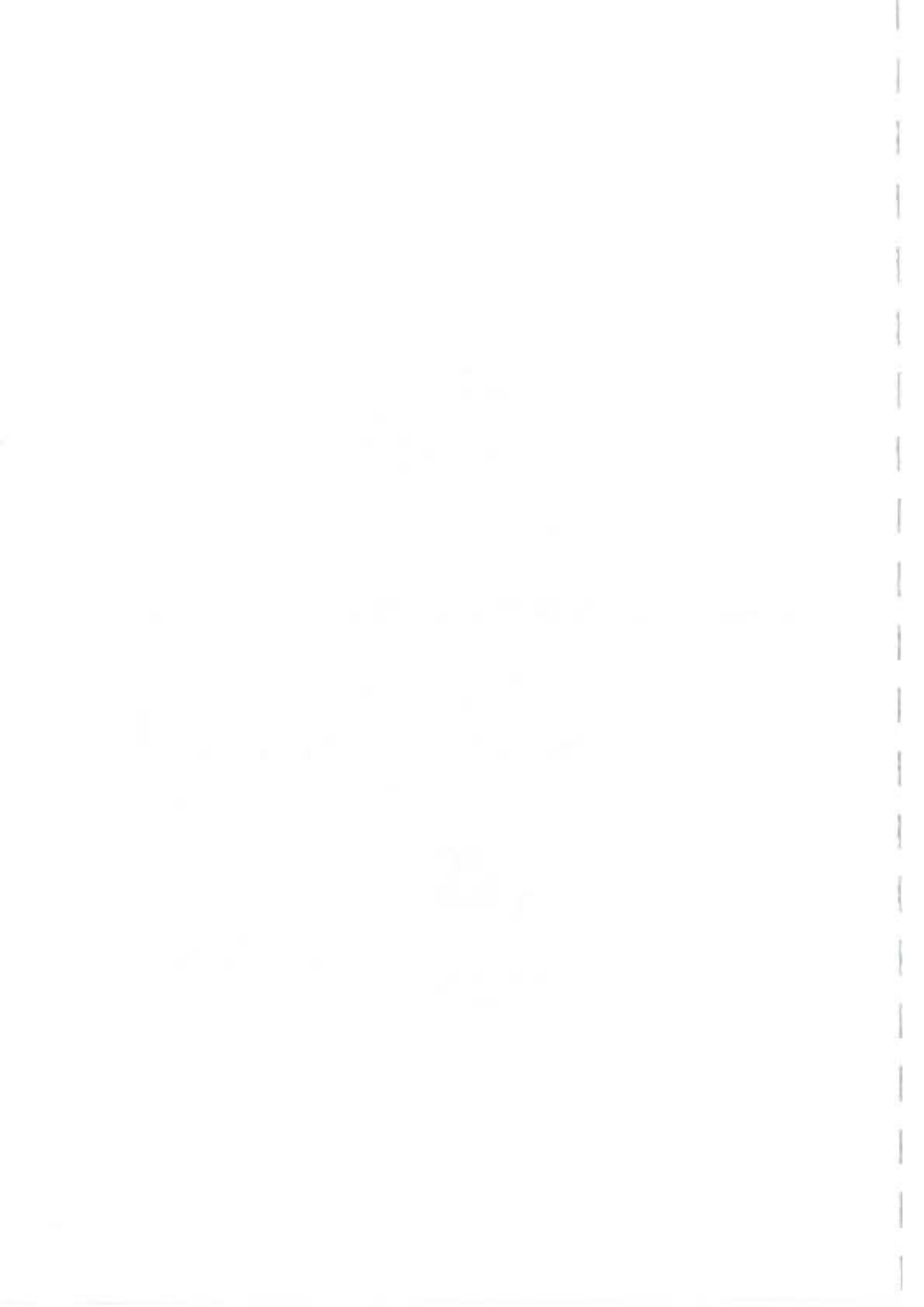
4. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.



5. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.

1. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement. 2. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement. 3. Vue de l'entrée du terrain vers le parking et la zone de stationnement.

1.2



DEPARTEMENT DE  
LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE LA  
SALVETAT-ST-GILLES

DATE DE  
CONVOCAISON  
7 février 2012

NOMBRE DE CONSEILLERS	
Ensemble	29
Présents	20
Absents	9
Procurations	8
Votants	28

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture  
Le

Publié ou notifié,  
Le

Le Maire,

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FEVRIER 2012

Le treize février deux mille douze, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de LA SALVETAT-ST-GILLES, dûment convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Philippe DAUVET, Maire.

## Étaient présents :

Mesdames et Messieurs DAUVET - CHAGNIOT - BESSO - EMTRAS - MERILLOU - NOEL - PETIT - BROCHADO - PRADET - ASSAL - MUKAY - RIGU - ROUBENNE - MEYER - LUMEAU - ANDRAU - BERGOUIGNOU - ARDERIU - FANTOVA - CESSIS.

## Absents :

Mmes et M. VACHER - CARVEN - FALIERES - PATTI - BRAUD - COULOUMLERS - LASCROUX - MAUSSEVEY - RAFFIER

## Procurations :

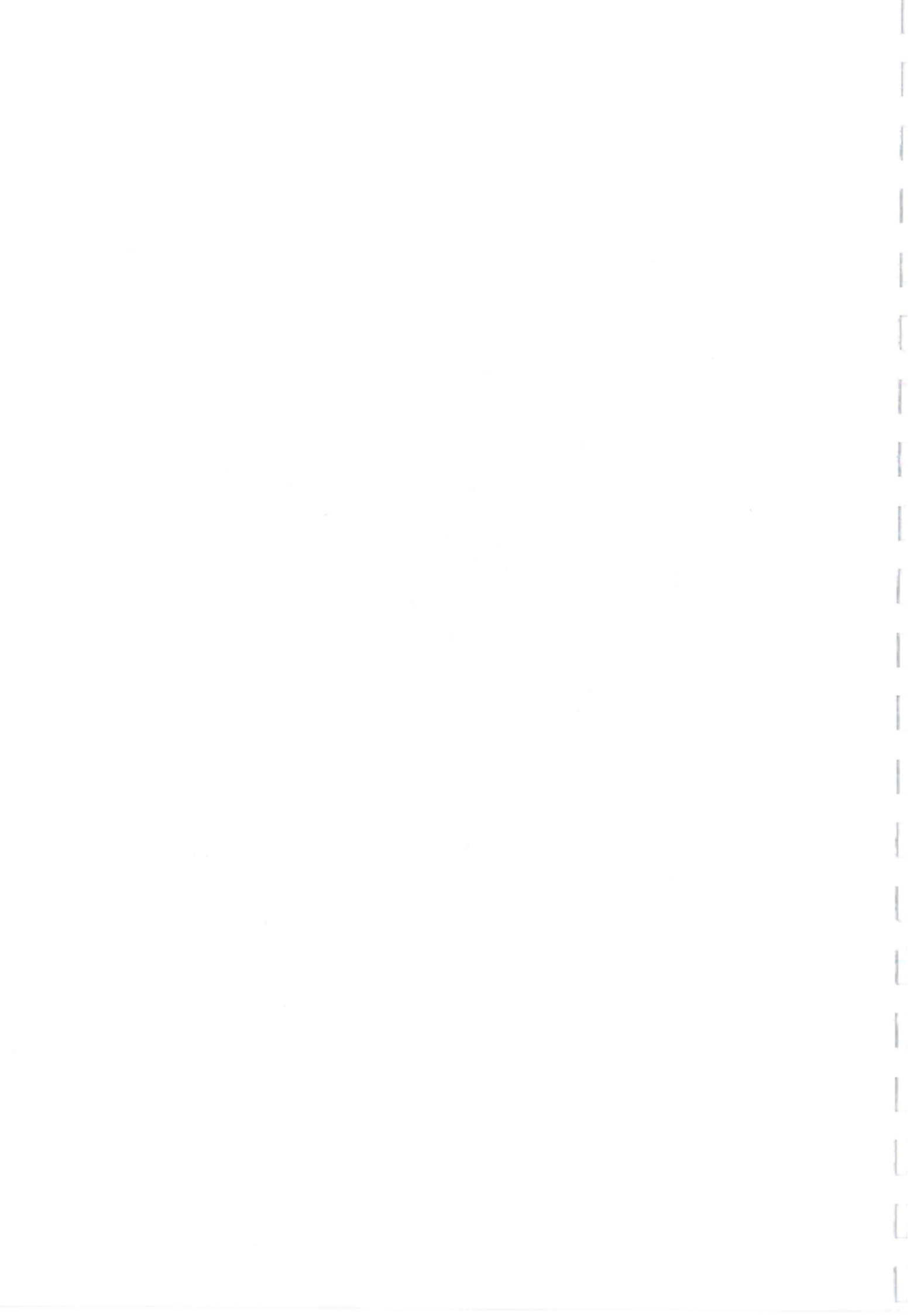
Mme VACHER donne procuration à Mr DAUVET  
Mme FALIERES donne procuration à Mr ASSAL  
Mme PATTI donne procuration à Mme BROCHADO  
Mr BRAUD donne procuration à Mme PETIT  
Mme COULOUMLERS donne procuration à Mr NOEL  
Mme LASCROUX donne procuration à Melle MEYER  
Mme MAUSSEVEY donne procuration à Mr ROUBENNE  
Mr RAFFIER donne procuration à Mr CHAGNIOT

Secrétaire de séance : Françoise PETIT

XXXX

4-2/2EME REVISION DU PLU





Le Maire expose,

### 2<sup>ème</sup> REVISION

Par délibération en date du 14 janvier 2010, nous avons inscrit deux révisions :

- 1<sup>ère</sup> révision simplifiée du plan local d'urbanisme : réduction d'un espace boisé classé.
- 2<sup>ème</sup> révision simplifiée du plan local d'urbanisme : réduction de deux espaces boisés.

Par décision du 20 décembre 2010, le Tribunal Administratif de Toulouse, a désigné un Commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique sur le projet de modification et d'une révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme. Une deuxième révision simplifiée fait également l'objet de la présente enquête.

L'enquête publique s'est déroulée pendant 30 jours entiers et consécutifs du lundi 22 août 2011 au jeudi 22 septembre 2011 inclus à la mairie de la Salvetat Saint-Gilles.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier a pu être consulté par le public où il a pu consigner ses observations sur le registre tenu à sa disposition en mairie.

Pour recevoir les observations du public, le Commissaire enquêteur a tenu des permanences suivantes :

- ❖ Mercredi 24 août 2011 de 9h00 à 12h00
- ❖ Jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2011 de 14h00 à 17h00
- ❖ Lundi 12 septembre 2011 de 14h30 à 17h30
- ❖ Jeudi 22 septembre 2011 de 14h30 à 17h30

Une réunion publique s'est tenue le 12 septembre 2011.

En date du 27 octobre 2011, le Commissaire enquêteur nous a remis le rapport d'analyse de l'enquête publique ainsi que ses conclusions donnant un avis favorable (voir document joint).

### Dossier de 2<sup>ème</sup> révision simplifiée du PLU

Cette révision concerne le déclassement partiel de deux espaces boisés classés en zone U.b. Les parcelles concernées appartiennent à des particuliers. Elle s'inscrit dans le cadre de l'article L.123-13 du code de l'urbanisme car elle concerne la rectification d'une erreur matérielle.



L'exposé de Monsieur le Maire entendu,

Après en avoir délibéré

LE CONSEIL MUNICIPAL

AUTORISE

Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires pour appliquer  
les modifications indiquées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an désignés ci-dessus.  
Les signatures figurent au registre

Le Maire,

Ph.DAUVEL





#### **Obs n° 06 : M. Claude ABADIE**

1, rue Dinetard 31500 Toulouse, propriétaire au hameau des Barragues de la parcelle cadastrée A019, sise 44 bis avenues de Gascogne, laquelle parcelle est actuellement équipée de branchements, raccordements en gaz, électricité, eau potable et eau usée sur l'avenue de Gascogne.

Le classement de cette parcelle : « espace présentant un intérêt écologique et/ou paysager à préserver selon les dispositions du code de l'urbanisme » ne doit pas empêcher de construire à condition bien entendu, de conserver un maximum d'arbres de hautes tiges.

#### Avis de la collectivité :

Considérant que la parcelle AO 0019 peut être assimilée à une « dent creuse » viabilisée, située en bordure de l'avenue de Gascogne, il est proposé de supprimer la contrainte : « espace présentant un intérêt écologique et/ou paysager à préserver selon les dispositions du code de l'urbanisme », tout en rappelant l'article Ub/13 qui prévoit que les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

#### **Obs n° 20 : M. CAPEL Christian**

05 Rue du Collège, 82100 Castelsarrasin. Suite au mail du 31/01/2018, j'ai rencontré le commissaire pour lui exposer mon problème et lui donner un document supplémentaire de 2 pages (planche photos et plan cadastral du terrain).

Je suis propriétaire d'un terrain au lieu-dit Bourdies cadastré : A1 310. Ce terrain situé en zone UB, est desservi par une voie d'accès, un réseau (eau, électricité, assainissement). Ce terrain arboré de quelques arbres « de valeur » est classé bois et dans son environnement immédiat il existe un degré important d'urbanisation. Cette situation m'avait amené à faire une demande de déclassement dans la précédente révision en juin 2004. Le commissaire enquêteur dans ses conclusions (obs n°4) suggérait à la municipalité de prévoir pour ce terrain, vue son emplacement stratégique, lors d'une prochaine révision du PLU, la définition d'une partie de terrain reclassé en zone urbaine.

#### Avis de la collectivité :

Ce terrain a toujours eu vocation à rester un EBC et ce statut a été confirmé par les services préfectoraux dans le courrier adressé à M. CAPEL en novembre 2010, où il est important de noter l'obligation de reboisement avec une densité de 2000 plants par hectare.

Par ailleurs, cet espace constitue un espace naturel du SCoT Grande Agglomération Toulousaine. Selon la prescription P7 du SCoT, au sein des espaces naturels, toute urbanisation est interdite sauf exceptions prévues à la P96 ou autorisation liée à la P25.



**P2** Auxsein des **espaces naturels protégés**, toute urbanisation est interdite, sauf exceptions prévues à la **P96** ou autorisation liée à la **P25**.  
En complément, les surfaces en eau<sup>1</sup>, rivères et rivières, sont à protéger de par leur valeur écologique reconnue.

**P25** L'implantation selon l'exécution de tout projet d'extension et de stockage de matériaux non autorisés suit les modalités définies dans le schéma Départemental des Carrières.

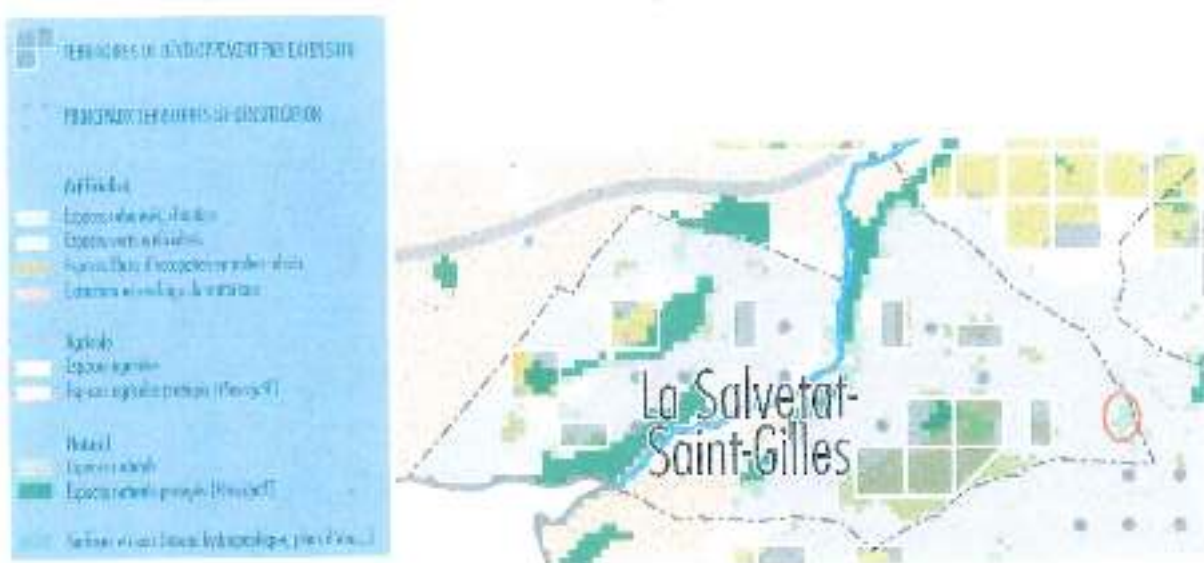
**P96** Aux conditions suivantes, une dérogation à la **P96** peut être envisagée :

- en sein des zones à urbaniser et des zones urbaines existantes : les équipements, constructions ou aménagements de service public ou d'intérêt collectif inscrites aux POS/PLU avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, sont réservées à l'usage d'urbanisme (POS/PLU) public ou à celui des services de l'Etat et des collectivités locales ;
- les constructions légères, ou à vocation récréative, compatibles avec le caractère agricole ou naturel des terrains, si elles ne portent pas atteinte au maintien et à la préservation de ces espaces et paysages ;
- les équipements, constructions ou aménagements visant à la mise en valeur des ressources naturelles ;

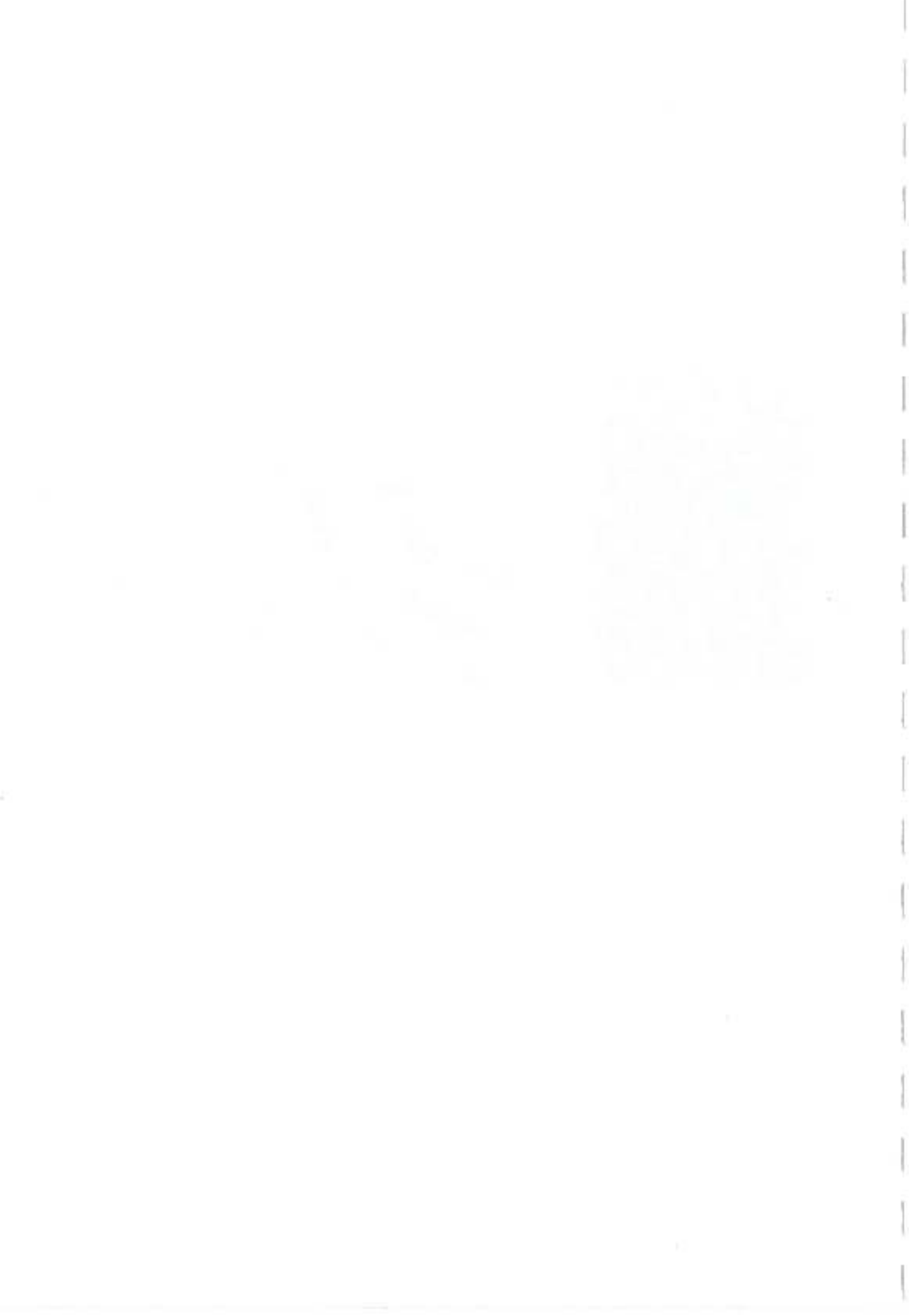
- hors espaces protégés : les équipements, constructions ou aménagements de service public ou d'intérêt collectif, de tourisme, sports ou loisirs ;

- hors espaces naturels protégés, les équipements, constructions ou aménagements compatibles avec le caractère agricole des terrains ;

Les situations dérogatoires à la **P96** n'entraînent pas de modification de plan.



Source : Affiche du SCOT Grande Agglomération Toulonnaise, 2017







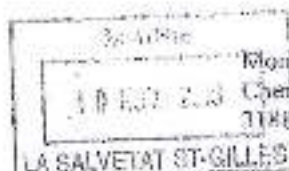
PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Toulouse, le 5 novembre 2010

Service environnement, eau et forêt  
Unité forêt, classe, milieux naturels

Affaire suivie par : Jean-Claude Sottill  
Téléphone : 05 61 10 60 15  
Téléfax : 05 61 10 60 25  
Courriel : jean-claude.sottill@hauts-garonnes.gouv.fr



Monsieur le Maire  
Chemin Cézanne  
31880 LA SALVÉTAT-SAINT-GILLES

Objet : déclaration de coupe et d'abattage d'arbres dans un Espace Bois Classé  
dossier CAPEL N° DP03152610T0068 du 29 juillet 2010

Monsieur le Maire,

Conformément à la déclaration de travaux de coupe et d'abattage d'arbres déposée par Monsieur CAPEL, pour une parcelle classée EBC sur le territoire de votre commune, ce dernier a commencé cette exploitation.

Après expertise, je vous informe que cette coupe déjà réalisée est conforme à l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010.

Concernant le reste des arbres à abattre, j'émet un avis favorable pour la coupe des bois qui sont situés à l'aplomb des constructions et de la route départementale. Cette exploitation devra être réalisée hors sève pour permettre la production de rejet.

Par ailleurs dans les trouées créées lors de cette exploitation, le propriétaire devra en l'absence d'une régénération suffisante, réaliser des compléments de régénération par des plantations qui seront réalisées avec des plants de chênes sessiles dans un délai maximum de deux ans. Cette plantation sera effectuée à une densité de 2 000 plants par hectare.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le chef de la mission forêt

  
Jean-Claude SOTTIL

Copie : Monsieur Christian CAPEL



## Obs n° 29 : M. et Mme LE BOUEDEC

Suite à notre rencontre samedi 27 janvier dernier, nous souhaitons vous faire part des observations ci-après : Tout d'abord, nous réitérons notre demande de voir nos parcelles cadastrées AR n° 979 et 981 situées sur la Commune de LA SALVETAT SAINT-GILLES, lieu-dit Cujala, passent en zone AUa lors de la présente modification, comme celles qui sont identifiées pour au-delà de 2020, et ce pour les raisons énumérées ci-dessous.

1° - Comme vous l'avez constaté dans le dossier de modification, ces parcelles d'à peine plus d'un hectare et demi à elles deux, sont non seulement sans grand intérêt cultural, bien que régulièrement entretenues, mais contrairement à ce qui est sous-entendu, sont également sans aucune qualité paysagère, ni qualité du point de vue de la faune ou de la flore, cela encore moins que ne l'étaient les parcelles du lieu-dit l'Apouticayre (p 25/131). Nos parcelles n'ont pas à être intégrées dans les ZNIEFF dont les délimitations font un détour pour les y mettre (cf. vos différentes cartes, notamment 4.1 page 13/131). La parcelle mitoyenne, de la Commune, d'une superficie plus importante, qui est séparée de nos parcelles par le ruisseau de la Goutille, ce qui permet de mettre en zone ZNIEFF, car plus éloignée de la route et que la Commune souhaite la boiser en partie et y aménager une zone hydraulique (p70/131), peut-être avec la réalisation d'un bassin. (2 photos)

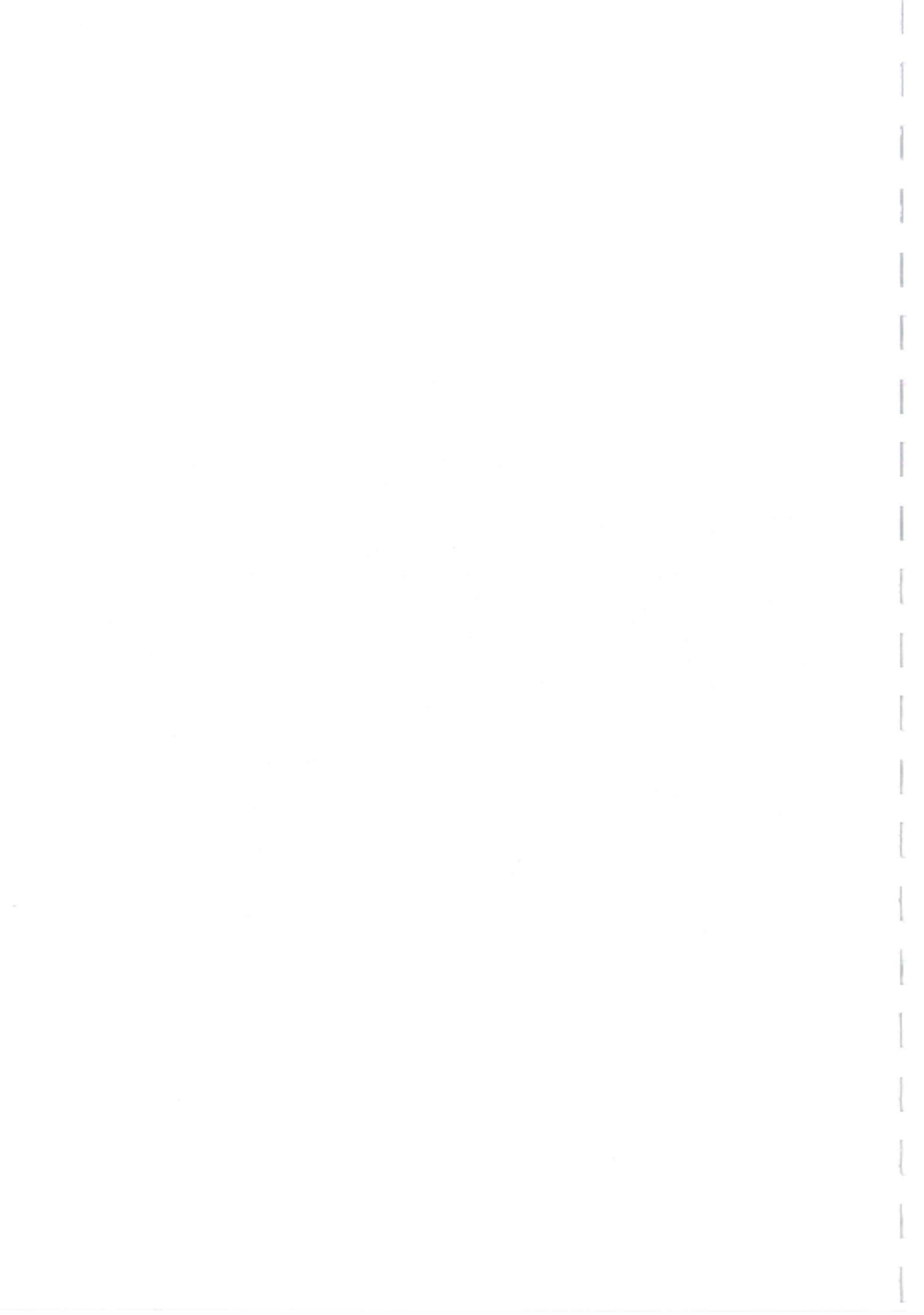
Pour compenser, le bois le long de l'Avenue pourrait passer en zones ZNIEFF car il est dans le continuum de la parcelle de la Commune, et au printemps, se couvre d'Asphodèles. L'Asphodèle, que l'on retrouve également dans la forêt de Bouconne, est une espèce classée et protégée dans la France entière. Ce corridor à maintenir ou à renforcer va également dans le sens du SCoT de la Grande Agglomération Toulousaine. La zone ZNIEFF, le long de la rivière l'Aussonnelle est beaucoup plus étroite de part et d'autre de cette rivière qui est plus importante qu'un simple ruisseau et en outre sujette aux inondations. Il est plus facile de rencontrer des animaux aux abords de cette rivière (biches, sangliers, renards, écrevisses, divers oiseaux et insectes) que d'un simple ruisseau sans arbre au niveau de nos parcelles.

2° - La parcelle n° 981 est située en bordure de route départementale (RD 37°), Avenue du Grand Bois, avec en vis-à-vis les lotissements et commerces du plateau de l'Apouticayre, avec lesquels elle partage également le rond-point d'accès (Avenue Albert Camus). Elles se situent aussi à proximité du collège et des équipements sportifs situés sur ce même plateau. Il ne s'agit que d'une adaptation mineure comme pour le parc du château qui classé en N. devient Ua avec la création d'un lotissement dans le nord (site n°8 emplacement réservé 16 p 11/12 Additif de présentation, commune de La Salvat Saint-Gilles, (5 plans)

3° - Comme nous l'avons indiqué dans nos précédentes demandes, en plus de leur accès sécurisé par rond-point, ces parcelles possèdent déjà différents réseaux. Il serait dommageable de ne pas utiliser ces infrastructures compte tenu de leur coût.

4° - Du fait qu'elles bordent la route départementale sur toute sa longueur, tant pour la sécurité des usagers de celle-ci, que pour celle des animaux qui risqueraient de s'y aventurer, il serait judicieux d'utiliser ces parcelles comme protection, entre la faune et la route, en y autorisant la réalisation de constructions.

5° - La création d'une bande de 4 mètres tout le long du ruisseau de la Goutille, sur la parcelle n° 979 ainsi qu'en bordure Est de la parcelle n° 981 permettrait la sauvegarde du milieu naturel. En plus on pourrait prévoir un accès piétonnier avec une possibilité de passage pour les véhicules en charge l'entretien de la parcelle mitoyenne, n° 978 appartenant à la Commune de





La Salvetat Saint-Gilles. Ce passage en droite ligne du rond-point, permettrait, un accès plus facile par la Commune à sa parcelle pour son entretien ainsi qu'à celui du ruisseau de la Couffille sans nuire à la zone boisée qu'elle souhaite étendre. (carte thématique circuler p 70/131). Cet accès plus direct permettra de renforcer les continuités écologiques tout en créant une zone tampon entre ces dernières et la circulation routière.

Les modifications demandées concernant nos parcelles seront d'un impact bien moindre comparées à d'autres programmées dans cette 5<sup>ème</sup> modification du PLU. Bien que limitées elles permettront également de répondre à l'accroissement démographique de la Commune, aux besoins en termes de logements tout en restant en cohérence avec le maillage de continuités écologiques et des espaces naturels défini par le SCoT...

### Avis de la collectivité :

Sans vouloir remettre en cause le bien-fondé de la requête, la municipalité tient à rappeler que les modifications de zonage ne sont pas traitées dans le cadre de la présente modification et seront l'objet d'une révision ultérieure du PLU. Il est cependant à noter que ces parcelles sont parties intégrantes de la ZNIEFF de type 1 « Prairies et cultures du sud de l'éguévin » et de la ZNIEFF de type 2 et « Terrasse du Brouillon et du Courbet » que les contraintes associées sont également dépendantes des services de l'Etat. Par ailleurs, la modification d'un périmètre de ZNIEFF ne se réalise pas à l'échelle du PLU. Par ailleurs, le SCoT classe les parcelles en espace agricole protégé.



Selon la prescription P4 du SCoT, au sein des espaces naturels, toute urbanisation est interdite sauf exceptions prévues à la P96 ou autorisation liée à la P25.

**P4** Pour les espaces agricoles protégés, la vocation agricole est strictement maintenue. Toute urbanisation y est interdite, sauf constructions et installations nécessaires à l'activité agricole et exceptions prévues à la P96 ou autorisations liées à la P25.

**P25** L'implantation jusqu'à l'extension de sites d'extraction et de stockage de matériaux sont autorisées suivant les modalités définies dans le Schéma Départemental des Équipements.

**P96** Dans conditions suivantes, une dérogation à la P4 est possible :

- au sein des zones à urbaniser et des zones urbaines visant à accueillir des équipements, constructions ou aménagements de services publics ou d'intérêt collectif inscrites aux PLU/PLU avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

- sous réserve que le document d'urbanisme (PLU/PLU) justifie qu'il ne soient pas en conflit avec les objectifs suivants :

- les constructions légères, à vocation récréative, compatibles avec le caractère agricole ou naturel des terrains, et elles ne soient pas affectées au maintien et à la sauvegarde de ces espaces et paysages ;
- les équipements, constructions ou aménagements visés à la liste ci-dessus des équipements naturels.

- hors espaces protégés, les équipements, constructions ou aménagements de services publics ou d'intérêt collectif, de tourisme, sports ou loisirs ;

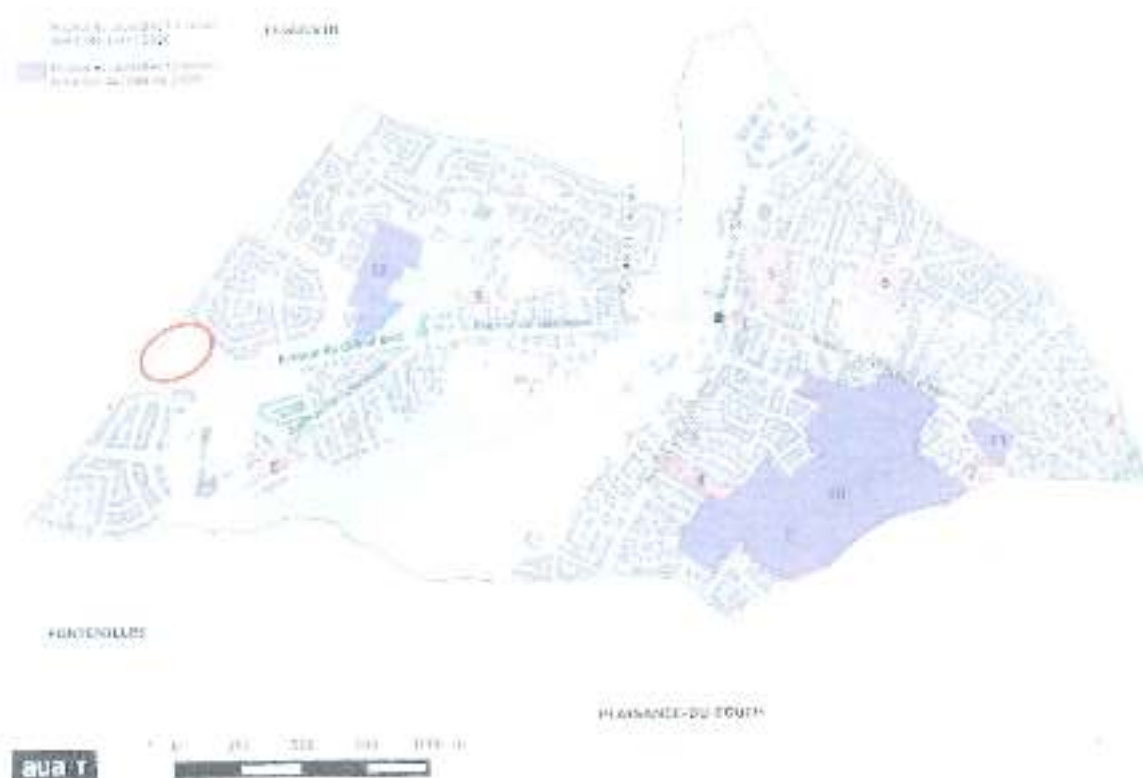
- hors espaces naturels protégés, les équipements, constructions ou aménagements compatibles avec le caractère agricole des terrains.

Des situations dérogatoires à la P96 concernant des de mobilité-flux de piétons.





De plus, la parcelle ne semble pas être incluse dans le projet et capacités foncières identifiées avant ou après 2020 au Programme Local de l'Habitat (PLH) de la communauté de communes de la Save au Touch.



Source : PLH 2017-2022 de la communauté de communes de la Save au Touch

Enfin, le déclassement d'une zone naturelle en zone urbaine ne peut pas se réaliser dans le cadre d'une procédure de modification du PLU.

#### Obs n° 17 : M. J-F BONNET

Observation sur le réseau hydrographique. Le fossé de l'Allée du Ramel, et du lotissement de l'Arbizon descend presque directement dans l'Aussonnelle. Un rectificatif devrait être apporté à ce croquis.

Je fais également observer au commissaire enquêteur que la parcelle AN301, qui est proposée en classement Espace boisé à conserver est un espace servant à curer le fossé longeant le lotissement de l'Arbizon (et de l'allée du Ramel).

#### Avis de la collectivité :

La commune prend acte de la requête et effectuera les modifications du dossier de 5<sup>e</sup> modification du PLU en conséquence. Le plan du réseau hydrographique sera actualisé.



## THEME 4 : OUVERTURE DES ZONES AU0

### Obs n° 10 : Consorts GLEYZES - DURON

Lieu TABEOU actuellement en AU0b pour classement en UB. Courrier joint :

Nous sommes propriétaires de parcelles situées lieu-dit « Tabou » à La Salvétat qui sont cadastrées section AA n° 133, 141, 142, 143, 148 et 150 pour une surface d'environ 2 hectares. Ces terrains font partie d'un ensemble plus vaste situé en zone AU0b du PLU depuis plus de 15 ans. Cela nous semble être une anomalie qu'il convient de rectifier à l'occasion de la modification du PLU car un classement en zone UB nous semble plus pertinent de manière évidente.

En effet, ces parcelles bénéficiant directement de tous les équipements à proximité (arrêt de bus « Stade », groupe scolaire, collège, centre aéré) sont situées contre un lotissement qui date d'une trentaine d'années et, elles constituent un « trou » entre des secteurs construits de puis longtemps et le centre-ville.

Il convient selon nous d'urbaniser cette zone pour assurer une véritable continuité urbaine et respecter ainsi les préconisations du SCOT et du PADD dont le PLU doit être une déclinaison.

La Salvétat venant d'être déclarée commune en carence par le Préfet au regard de la production de logements sociaux, cette modification ne doit plus tarder.

#### Avis de la collectivité :

Le PLU en vigueur ayant été approuvé en conseil municipal le 22 novembre 2004 soit il y a plus de neuf ans, la commune ne peut pas ouvrir à l'urbanisation de nouvelles zones à urbaniser fermées sans une procédure de révision générale.

Sans vouloir remettre en cause le bien-fondé de la requête, la municipalité tient à rappeler que les modifications de zonage ne sont pas traitées dans le cadre de la présente modification et feront l'objet d'une révision ultérieure du PLU. De plus l'ouverture des zones AU0 n'est pas prévue avant l'horizon 2020 au Programme Local de l'Habitat (PLH) de la communauté de communes de la Sèvre au Touch.



Sources : PLH 2010-2022 de la communauté de communes de la Sèvre au Touch





### Obs n° 13 : Mme PAROLIN REBUFFO Béatrice

Propriétaire de la parcelle « Pointe de Bordies » A 2137

1- demande pourquoi cette parcelle ne fait toujours pas partie de la modification du PLU alors qu'elle est construite de toutes parts et que tous les réseaux sont présents ?

2- je découvre avec vos plans que ce terrain sera impacté par l'emplacement réservé n° 19. Je souhaite avoir des compléments d'information sur ce projet d'élargissement de la voirie que je découvre ce jour.

#### Avis de la collectivité :

Le PLU en vigueur ayant été approuvé en conseil municipal le 22 novembre 2004 soit il y a plus de neuf ans, la commune ne peut ouvrir à l'urbanisation de nouvelles zones à urbaniser fermées sans une procédure de révision générale.

Sans vouloir remettre en cause le bien-fondé de la requête, la municipalité tient à rappeler que les modifications de zonage ne sont pas traitées dans le cadre de la présente modification et feront l'objet d'une révision ultérieure du PLU. De plus l'ouverture des zones AUO n'est pas prévue avant l'horizon 2020 au Programme Local de l'Habitat (PLH) de la communauté de communes de la Save au Touch.



Source : PLH 2017-2022 de la communauté de communes de la Save au Touch

La commune prend acte de la demande et informe que l'aménagement de l'emplacement réservé n°19 correspond à une réserve foncière permettant l'aménagement de trottoirs et/ou piste cyclable pour l'intérêt général et la sécurité publique et n'affecte donc pas le potentiel du terrain le jour où il sera urbanisable.

L'existence d'un tel emplacement interdit au propriétaire de construire sur l'emplacement et même de bénéficier des droits de construire attachés à la surface de terrain concernée par l'emplacement. Le bénéficiaire et le propriétaire disposent alors d'un délai d'un an pour trouver un accord.



Passé ce délai, l'un et l'autre peuvent saisir le juge de l'expropriation qui prononcera le transfert de propriété et fixera l'indemnité due au propriétaire. Le juge doit être saisi dans un délai de 3 mois après l'expiration de ce délai d'un an pour éviter que le bien ne soit plus un emplacement réservé.

#### **Obs n° 31 : CEPAIM M. Pierre CABROL**

Dans le cadre du projet de cinquième modification du PLU de La Salvetat Saint-Gilles, nous souhaiterions attirer votre attention sur deux éléments du projet de PLU actuellement soumis à enquête publique.

En effet, nous sommes propriétaires d'un ensemble de parcelles cadastrées section AK N° 2, 14, 15, 16, 17, 65, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 81, et 82 ; section A1, N° 05, 07, 08, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 65, 66, 156, chr 157 ; section AM 115, 116, 117, 119, 165, 533, et 596 sises sur la Commune Lieudits Bourdasse, Castéra, Gandilles, Tournepuelles et Village.

Le premier élément qui nous impacte est la question des accès. En effet, en l'état actuel de la modification, la carte de synthèse du PADD du PLU positionne seulement sept liaisons à établir. La surface que nous détenons est d'environ 36 hectares. Il nous apparaît qu'afin de prévoir un aménagement étalé sur les années futures, il conviendrait de compléter ces liaisons à établir par au moins deux accès que sont les rues Claude Debussy et Gabriel Fauré (voir insertion ci-dessous).

En outre, l'emplacement réservé n°18 (parcelles cadastrées section AK 2, 14, 15, 16 et 17 en bleu insertion ci-dessous) nous apparaît problématique puisqu'en l'état, il rend à peu près impossible une desserte de notre foncier.

Nous aurions donc souhaité que soit envisagé sur l'emplacement réservé n° 18 un accès afin que nos parcelles situées sur l'arrière de cet emplacement réservé aient une possibilité de sortie sur la D42 – avenue du Château d'Eau.

Nous comprenons que la Commune n'est pas en mesure de détailler son projet et la localisation des futurs équipements mais il faudrait impérativement, à mon sens, rajouter, dans l'objet de l'emplacement réservé, la création d'une voie desserte.

Ainsi le futur aménagement finalisé permettrait la création de territoire à vivre qui s'insérerait au mieux dans le paysage urbanistique de la ville.

Nous sollicitons de votre part pour l'ouverture d'urbanisation de nos terrains une procédure orientations d'aménagement et de programmation (OAP), présentant notamment l'avantage d'une urbanisation par tranches.

Quant au logement social, nous prenons note de l'objectif communal dans le cadre du PLH 2017-2022 soit au moins près de 40%. Il est prévu une portion de 50% dans les zones de projet 10/11/12 (pages 82/131 de l'Additif au rapport de présentation).

Nous sommes conscients de la nécessité de rattraper le retard en termes de logements locatifs sociaux, mais nous pensons que cette proportion est trop importante sur la zone 10 qui est déjà un secteur très étendu. Une proportion de 40% nous semble être bien plus préférable en terme de mixité sociale.

Espérant que nos observations permettront de faire évoluer la réflexion sur ce secteur auquel nous sommes particulièrement attachés.

#### **Avis de la collectivité :**

Pour la question de l'accès, il semble évident que l'aménagement des équipements publics prévus sur l'emplacement réservé n° 18 intégrera la création d'une voie desserte permettant d'éviter l'enclavement de la zone AU0a. De plus, l'ouverture des zones AU0 n'étant pas prévue avant l'horizon 2020 au regard du Programme Local de l'Habitat, les OAP seront



définies ultérieurement et la proportion du logement social sera réétudiée en fonction de l'évolution de la situation.



*Sources : PLU 2017-2022 de la communauté de communes de la Selve sur Toulon*

Enfin, le PLU en vigueur ayant été approuvé en conseil municipal le 22 novembre 2004 soit il y a plus de neuf ans, la commune ne peut ouvrir à l'urbanisation de nouvelles zones à urbaniser fermées sans une procédure de révision générale.





**AVIS**

**DES PERSONNES PUBLIQUES CONSULTEES**

**AVIS**

**DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES**



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Toulouse, le 3 août 2017

Service Territorial

Affiché en vertu de : Yvelle HAPISS-BLANQY  
Téléphone : 05 81 97 72 83  
Courriel : yvelle.hapiess@haute-garonne.gouv.fr

**Avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du 3 août 2017 sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de LA SALVETAT SAINT-GILLES**

**Objet :** Délimitation d'un secteur de taille et de capacité limitées (STECAL) dans la zone N

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article L 112-1-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la saisine de la CDPENAF par la commune de LA SALVETAT SAINT-GILLES par courrier en date du 30 mai 2017 ;

Vu le dossier de projet de modification du PLU de LA SALVETAT SAINT-GILLES ;

À l'issue de la présentation du projet par le Maire de LA SALVETAT SAINT-GILLES et des débats, la commission émet,

Un avis défavorable à la délimitation du STECAL Na dont l'objectif est de permettre la création de jardins familiaux et d'une aire de repos (aire de pique-nique avec aire de stationnement) aux motifs suivants :

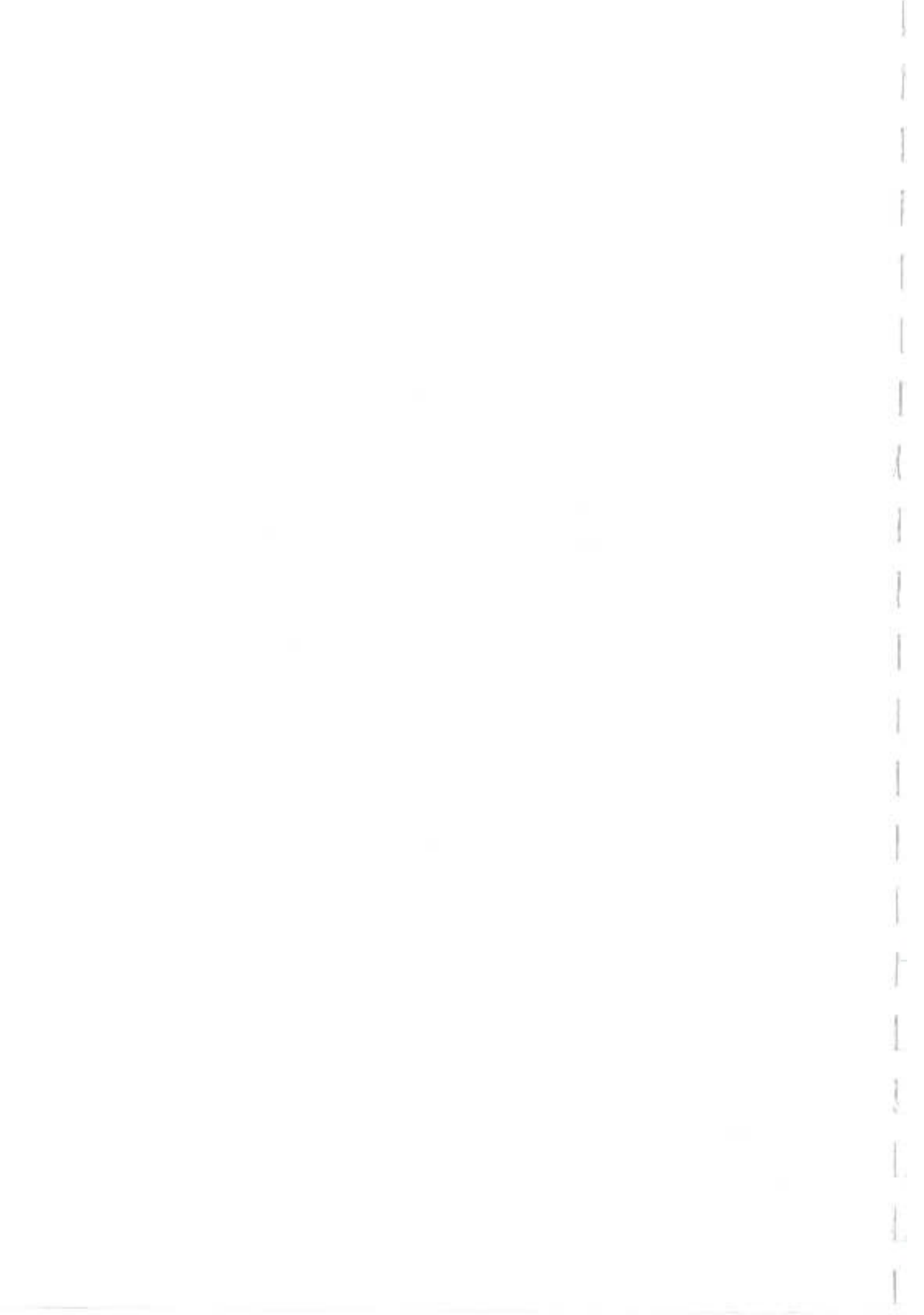
- L'extension du STECAL est insuffisamment justifiée par rapport au STECAL existant (diagnostic, état des lieux de l'existant, besoin supplémentaire.....)
- L'extension prévue du STECAL est située sur la continuité écologique, liée à l'Aussonnelle, qui constitue un corridor à restaurer/reconquérir au SCOT de la Grande Agglomération Toulousaine (voir P9 et P10 du DOO).

Détail des suffrages (15 votes) :

Défavorable : 13  
Abstention : 2

Le président de séance

Christophe THINET







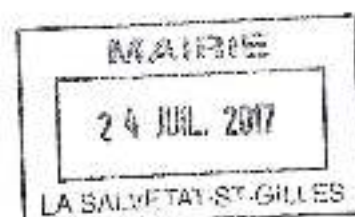
Carole DELGA  
Ancienne ministre  
Présidente

Toulouse, le 19 juillet 2017

Accusé de réception

**MONSIEUR FRANÇOIS ARDERIU**  
**MAIRE**  
**MAIRIE DE LA SALVETAT SAINT**  
**GILLES**  
**PLACE DU 19 MARS 1962**  
**31880 LA SALVETAT SAINT GILLES**

**NOS REF** : CD/AD/SGCT/A17-23754  
**OBJET** : Modification du PLU



Monsieur le Maire,

J'ai bien reçu le courrier que vous avez adressé à la Région en date du 17 juillet 2017.

Votre demande a été confiée à la Direction de l'Action Territoriale, de la Ruralité et de la Montagne qui ne manquera pas de vous répondre dans les meilleurs délais.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Carole DELGA



Conformément à la loi n° 2016-1033 du 19 août 2016, nous vous informons que toutes les informations communiquées dans le cadre d'une demande de consultation, font l'objet d'un traitement interne automatisé, aux seules fins de l'instruction de votre demande. Vous pouvez exercer le droit d'accès et de rectification des données.

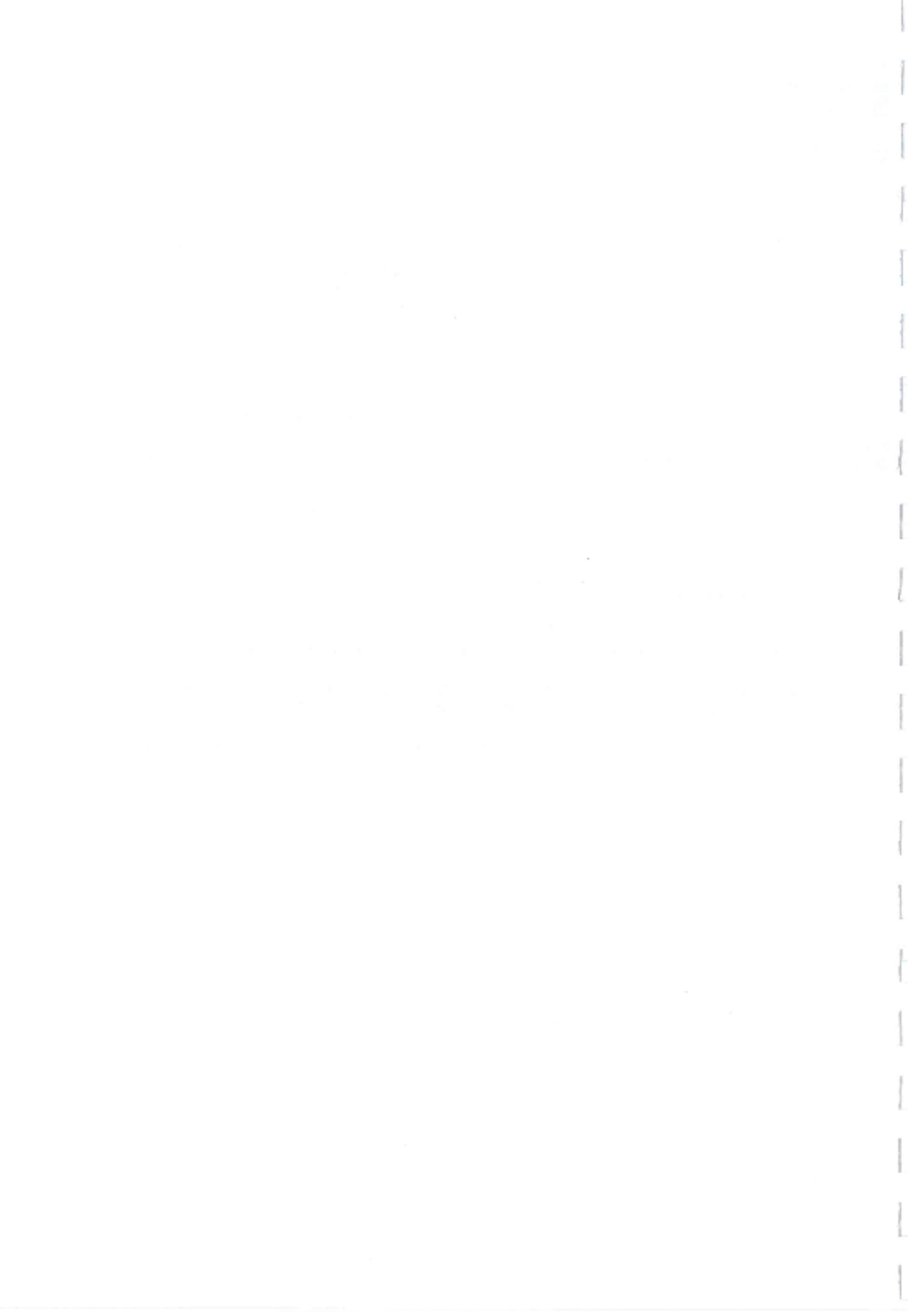
RÉGION OCCITANIE

Toulouse  
27, rue de la République - 31405 Toulouse cedex 9 France  
33 (0)5 61 33 60 50 - carole.delga@region-occitanie.fr

Toulouse  
Région Occitanie - 34000 Montpellier cedex 2 France  
33 (0)4 67 22 80 00



Toulouse.fr





DIRECTION  
POUR LE DÉVELOPPEMENT  
ÉQUILIBRÉ  
DU TERRITOIRE



Toulouse le 28 août 2017

**Monsieur François ARDERIU**  
Maire de LA SALVETAT-SAINT-GILLES  
Mairie de La Salvetat-Saint-Gilles  
31880 LA SALVETAT-SAINT-GILLES

Dossier suivi par :  
Catherine TEULIERE  
Tél : 05 34 33 46 05  
Fax : 05 34 33 43 90  
Rél. à rappeler :  
DDET/CT/ /

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier du 17 juillet 2017, par lequel vous me transmettez le projet de 5e modification du PLU de votre commune.

Après consultation des services, je vous informe que ce dossier n'appelle de ma part qu'une seule observation :

- concernant les aménagements du centre-ville, il faudra prendre en compte la réorganisation induite de la desserte routière et notamment du trafic poids lourds, dont il conviendra de mesurer les impacts sur les voiries départementales (directement ou par report de trafic) avec les services routiers du Conseil départemental.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

**Georges MERIC**  
Président du Conseil départemental

COPIE :  
- M. Alain JULIAN et Mme Véronique VOLTO  
Conseillers Départementaux du canton de LECHEVIN





**MAIRIE**  
**SERVICE URBANISME**  
Place du 19 mars 1962

**31830 LA SALVETAT ST GILLES**

Fontenilles, le 28 août 2017

Nos Réf. : FV/PN/EA  
Objet : Modification du PLU

Madame, Monsieur,

Nous faisons suite à votre mail du 18 juillet dernier concernant le dossier de la 5<sup>ème</sup> modification du PLU.

Après étude de ce projet, nous vous confirmons que n'avons pas de remarque particulière sur ce dossier.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

**Madame Le Maire,**  
**Fabienne VITRICE**









**Chambres de Métiers  
et de l'Artisanat**

Haute-Garonne



Monsieur le Maire  
Ville de La Salvetat Saint-Gilles  
Place du 19 mars 1962  
BP 30001  
31880 LA SALVETAT SAINT-GILLES

ATTN : Mme LATOUR Isabelle

Direction des Affaires Economiques  
et de la Formation  
tél. : 05.61.10.47.15

Toulouse le 18 novembre 2017

Nos réf. : GC/VA/SDE/NS1117 78

Objet : 5<sup>ème</sup> modification du PLU

Monsieur le Maire,

Nous accusons réception du courrier relatif à la 5<sup>ème</sup> modification du PLU de votre ville, et nous vous en remercions.

Après consultation du dossier que vous nous avez transmis, nous avons le plaisir de vous informer que notre établissement n'a pas de remarque particulière à formuler.

Nous vous transmettons un avis favorable sur ce dossier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de ma sincère considération.

Le Président,

V. AGUILERA

46



Toulouse, le **07 SEP. 2017**



Monsieur François ARDERIU  
Maire de LA SALVETAT SAINT GILLES  
MAIRIE DE LA SALVETAT SAINT GILLES  
Hotel de ville  
31 880 LA SALVETAT SAINT GILLES

Téléphone par :  
Guillaume ROQUES  
tél : 05.61.24.63.43  
fax : 05.34.32.07.68  
guillaume.roques@reseau31.fr  
tél. à rappeler : 0033/CD/349

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 17 juillet 2017, la commune de la SALVETAT SAINT GILLES sollicite le Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement Réseaux31 pour la 5<sup>ème</sup> révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Dans le cadre de cette révision et suite au transfert de la totalité des compétences assainissement, Réseaux31 doit s'assurer de la cohérence de votre nouveau projet de développement avec la capacité des équipements d'assainissement existants (collecte et traitement), le zonage d'assainissement en vigueur et le défi Aussonnelle.

Après examen des documents, il apparaît que le périmètre de zonage d'assainissement en vigueur est cohérent avec la 5<sup>ème</sup> modification du PLU. Les modifications portées aux zones d'urbanisations AUC et AUB respectent les destinations définies au schéma directeur. Elles accueillent pour 115 logements attendus, 110 logements réalisés (AUB1) et 95 logements futurs. On constate sur la zone AUB une densité effective plus importante (35 log/ha), mais les hypothèses globales de développement pour 2018 qui étaient de 3450 logements ne sont pas atteintes (3177 abonnés).

Par ailleurs, les modifications portées au règlement, notamment sur les zones N et Na sont adaptées pour permettre la réalisation du collecteur de transfert (défi Aussonnelle) sur le territoire communal. Réseaux31 note toutefois la création de servitudes dont une bande d'inconstructibilité de 4 m vis-à-vis du réseau hydrographique et la création d'une liaison douce, sur 5 m de largeur de part et d'autre de l'Aussonnelle, entre le quartier de l'Apouticayre et le centre-ville.

A ce titre, Réseaux31 demande que l'inconstructibilité ne puisse s'appliquer aux aménagements qui pourraient intervenir sur les équipements publics.

Enfin, en raison de la modification du périmètre des EBC intégrée par cette révision, Réseaux31 sollicite le déclassement des EBC concernés par la réalisation du collecteur de transfert du projet Aussonnelle (plan ci-joint).

Les services de Réseaux31 restent à votre écoute pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Sébastien VINCINI  
Président du Syndicat Mixte  
de l'Eau et de l'Assainissement  
de Haute-Garonne











SYNDICAT MIXTE D'ETUDES POUR ENTREPRENDRE ET METTRE EN OEUVRE  
LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE  
DE LA GRANDE AGGLOMERATION TOULOUSAINNE

Toulouse, le 30 OCT. 2017



Monsieur François ARDERIU  
Maire de La Salvetat Saint-Gilles  
Hôtel de Ville  
Place du 19 mars 1962  
31880 LA SALVETAT-SAINT-GILLES

Attache suivie par :  
Caroline HULLIER  
Tel : 05 34 42 42 80

Objet : Avis du SMEAT sur un document d'urbanisme

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 17 juillet 2017, vous avez notifié au SMEAT la nouvelle version du projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Salvetat-Saint-Gilles.

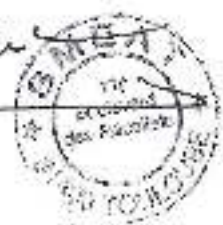
Je vous prie de trouver ci-joint, la délibération du Comité Syndical du SMEAT du 24 octobre 2017, relative à cette procédure.

En vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

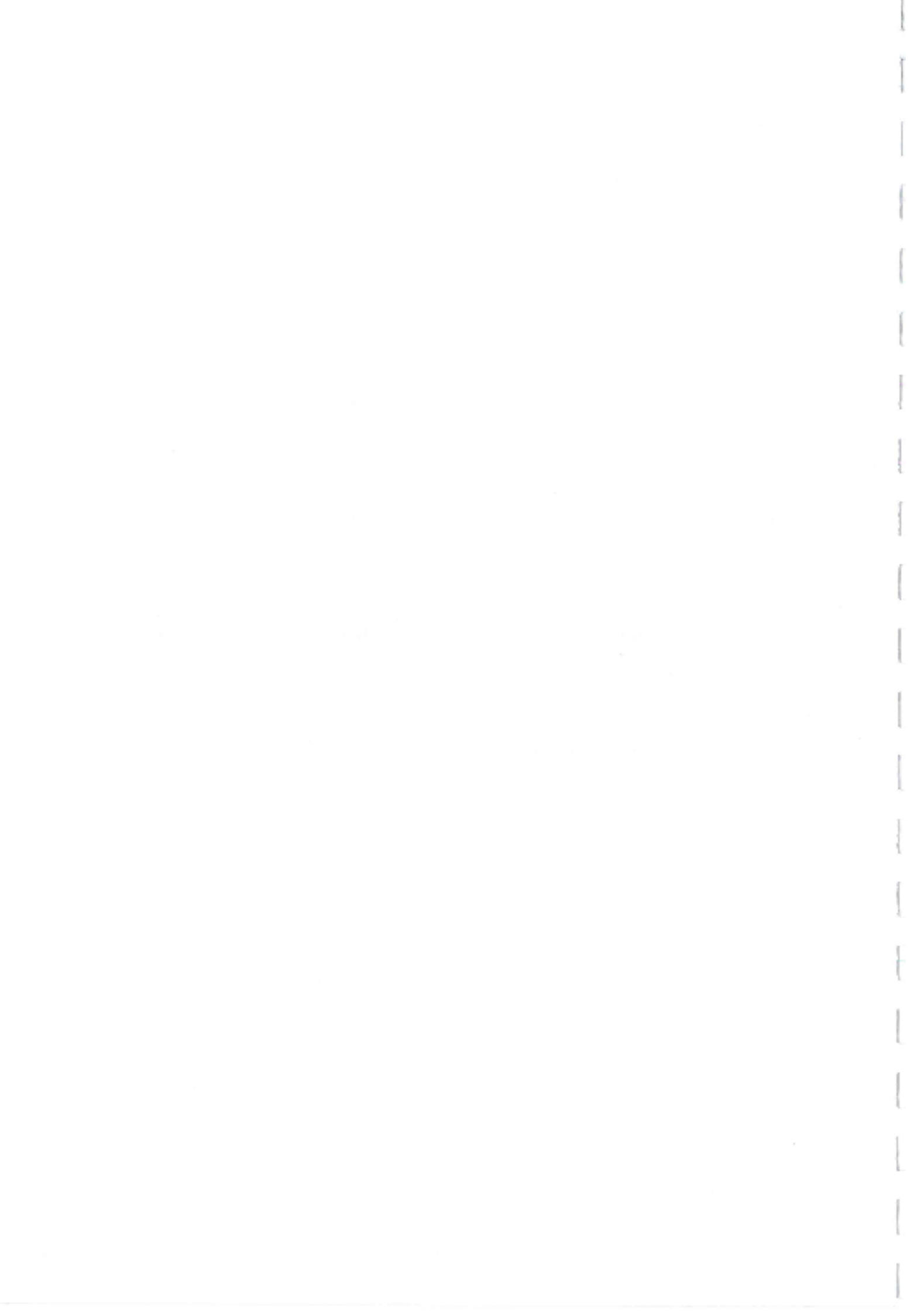
Le Président du SMEAT

*Jean-Luc Moudenc*

Jean-Luc MOUDENC



Pièce jointe : Délibération du SMEAT en date du 24 octobre 2017





COMITE SYNDICAL DU SMEAT

du 24 octobre 2017

A Toulouse - 11 boulevard des Récollets

4.12

5<sup>ème</sup> MODIFICATION DU PLU DE LA SALMETAT SAINT-GILLES

L'an deux mille dix-sept, le vingt-quatre octobre à seize heures, s'est réuni, sous la présidence de Madame Annette LAIGNEAU, Première Vice-Présidente, le Syndicat Mixte d'Etudes pour entreprendre et mettre en œuvre le Schéma de Cohérence Territoriale de la Grande agglomération toulousaine, Immeuble Le Belvédère, 11 boulevard des Récollets à Toulouse, après une deuxième convocation en date du dix-neuf octobre deux mille dix sept, le quorum n'ayant pas été atteint lors de la réunion du dix-huit octobre deux mille dix-sept.

Délégués présents :

<b>TOULOUSE METROPOLE</b>	
BASELGA Michel	LAIGNEAU Annette
FRANCES Michel	URSULE Béatrice
<b>MURETAIN</b>	
MANDEMENT André	COMBRET Jean-Pierre
SUTRA Jean-François	MORINEAU Christine
<b>SICOVAL</b>	
ROUSSEL Jean-François	
<b>SAVE AU TOUCH</b>	
<b>COTEAUX BELLEVUE</b>	

Délégués titulaires ayant donné pouvoir

BROQUERE Gilles, représenté par M. BASELGA  
FONTA Christian, représenté par M. FRANCES  
LATTES Jean-Michel, représenté par Mme URSULE  
SUSSET Martina, représenté par Mme LAIGNEAU



#### Délégués titulaires excusés

ALEGRE Raymond	ESCOULA Louis	MOUDENC Jean-Luc
ANDRE Gérard	FAURE Dominique	OBERTI Jacques
AREVALO Henri	FOREST Laurent	PACE Alain
BAYONNE Serge	GRENIER Maurice	PERE Marc
BIASOTTO Franck	GRIMAUD Robert	PLANTADE Philippe
BOISSON Dominique	HAJJE Samir	RAYNAL Claude
BOLZAN Jean-Jacques	LAZORDE Pascale	ROUGÉ Michel
CALVET Brigitte	LAFON Arnaud	RUSSO Ida
CARLES Joseph	BAZARD Pierre	SANCÉ Bernard
CHOLLET François	LOZANO Guy	SANCHEZ Francis
COLL Jean-Louis	MALNOUE Philippe	SAVIGNY Thierry
COQUART Dominique	MARIN Claude	SERE Elisabeth
COSTES Bruno	MARIN Pierre	SERP Bertrand
DELPECH Patrick	MEDINA Robert	SIMON Michel
DELSOL Alain	MIRC Stéphane	SUSIGAN Alain
DESCLAUX Edmond	MOLINA Jean-Louis	TABORSKI Catherine
DOITTAU Véronique	MONTI Jean-Charles	TOUTUY-PICARD Elisabeth
DUCERT Claude	MORERE André	TRAVAIL-MICHELET Karine

#### Délégués suppléants excusés

ARDERIU François	MAZEAU Jacques	SIMEON Jean-Jacques
BOLET Gérard	MOGICATO Bruno	SOURZAC Jean-Gervais
DUQUESNOY Bernard	SERIEYS Alain	
GARCIA Mireille	SERNIGUET Hervé	

Nombre de délégués	En exercice : 36	Présents : 9	Votants : 13
	Abstention : 0	Contre : 0	Pour : 13

Par courrier en date du 13 mai 2016, la commune de la Salvetat Saint-Gilles avait notifié au SMEAT, conformément aux dispositions de l'article L163.40 du Code de l'Urbanisme, son projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan local d'urbanisme (PLU) avant enquête publique.

Par délibération du Comité Syndical en date du 19 octobre 2016, le SMEAT et dans son avis :

- pris « acte des évolutions réglementaires des zones Ua, Ub, Ua et AU relatives à la suppression du COS et aux modalités d'emprise au sol, en invitant la collectivité, dans les secteurs Ua et AU situés en territoire de développement mesuré, à prendre toutes dispositions permettant de garantir leur compatibilité avec les densités recommandées par le SCoT »;
- émis « un avis favorable sur les autres dispositions du projet de modification du PLU, sous réserve que les dispositions réglementaires n'autorisent aucune constructibilité dans les espaces naturels protégés du SCoT ».

Par un courrier en date du 17 juillet 2017, la commune a transmis au SMEAT une nouvelle version du projet de 5<sup>ème</sup> modification du PLU comportant les mêmes objets, et complétée ou modifiée pour les points concernant :

- la justification d'une servitude de projet en contre-ville par une nouvelle étude urbaine conduisant à y limiter temporairement la constructibilité;
- les dispositions relatives au Logement localif social (LLS), en abaissant le seuil (déclenchant l'obligation de réaliser 30 % de LLS) de 200 à 200 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SP) en zones Ua, Ub et Ua, et en augmentant (pour ces zones ainsi que pour la zone AU) à 50 % cette obligation, à partir de 600 m<sup>2</sup> de SP créée;
- les règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques en zones Ua et Ub.

Ces évolutions n'appellent pas d'observation, au regard du SCoT.

En l'absence d'éléments d'analyse complémentaire ou de justification de la prise en compte des observations émises par le SMEAT dans son avis du 19 octobre 2016, il est proposé de maintenir celui-ci.

Le Comité syndical  
entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
délibère et décide

**Article 1 :**

De prendre acte des évolutions réglementaires des zones Ua, Ubs, Uir et AU relatives à la suppression du COS et aux modalités d'emprise au sol, en invitant la collectivité, dans les secteurs Ua et AU situés en territoire de développement mesuré, à prendre toutes dispositions permettant de garantir leur compatibilité avec les densités recommandées par le SCOT;

**Article 2 :**

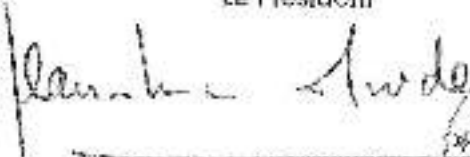
D'émettre un avis favorable sur les autres dispositions du projet de 5<sup>ème</sup> modification du PLU de La Salvat-Saint-Gilles, sous réserve que les dispositions réglementaires n'autorisent aucune constructibilité dans les espaces naturels protégés du SCOT;

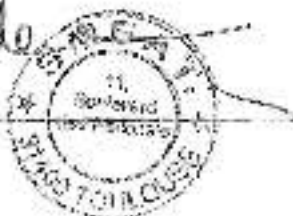
**Article 3 :**

De notifier la présente délibération à Monsieur le Maire de La Salvat-Saint-Gilles et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Ainsi fait et délibéré, le jour  
Mois et an que dessus

Le Président

  
\_\_\_\_\_  
Jean-Luc MOUDENC





SYNDICAT MIXTE D'ETUDES POUR ENTREPRENDRE ET METTRE EN OEUVRE  
LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE  
DE LA GRANDE AGGLOMERATION TOULOUSAINNE

Toulouse, le 30 OCT. 2017



Monsieur François ARDERIU  
Maire de La Salvétat Saint-Gilles  
Hôtel de Ville  
Place du 19 mars 1962  
31880 LA SALVETAT-SAINT-GILLES

Affaire suivie par :  
Caroline LHUILLIER  
Tél : 05 34 42 42 80

Objet : Avis du SMEAT sur un document d'urbanisme

Monsieur le Maire,

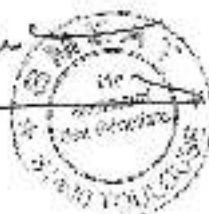
Par courrier en date du 17 juillet 2017, vous avez notifié au SMEAT, la nouvelle version du projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Salvétat-Saint-Gilles.

Je vous prie de trouver ci-joint, la délibération du Comité Syndical du SMEAT du 24 octobre 2017, relative à cette procédure.

En vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du SMEAT

  
\_\_\_\_\_  
Jean-Luc MOUDENC



Pièce jointe : Délibération du SMEAT en date du 24 octobre 2017.





**COMITE SYNDICAL DU SMEAT**

du 24 octobre 2017

A Toulouse - 11 boulevard des Récollets

4.12

**5<sup>ème</sup> MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-GEORGES**

L'an deux mille dix sept, le vingt-quatre octobre à seize heures, s'est réuni, sous la présidence de Madame Annette LAIGNEAU, Première Vice Présidente, le Syndicat Mixte d'Etudes pour entreprendre et mettre en œuvre le Schéma de Cohérence Territoriale de la Grande agglomération toulousaine, Immeuble La Belvédère, 11 boulevard des Récollets à Toulouse, après une deuxième convocation en date du dix neuf octobre deux mille dix sept, le quorum n'ayant pas été atteint lors de la réunion du dix huit octobre deux mille dix sept,

**Délégués présents :**

<b>TOULOUSE METROPOLE</b>	
BASELGA Michel	LAIGNEAU Annette
FRANCES Michel	URSULE Rénée
<b>MURETAIN</b>	
MANDEMENT André	COMBRET Jean-Pierre
SUTRA Jean-François	MORINEAU Christine
<b>SICOVAL</b>	
ROUSSEL Jean-François	
<b>SAVE AU TOUCH</b>	
<b>COTEAUX BELLEVUE</b>	

**Délégués titulaires ayant donné pouvoir**

BROQUERE Gilles, représenté par M. BASELGA  
 FONTA Christian, représenté par M. FRANCES  
 LATTES Jean-Michel, représenté par Mme URSULE  
 SUSSET Martine, représenté par Mme LAIGNEAU

# Délégués titulaires excusés

ALEGRE Raymond	ESCOULA Louis	MOUDENC Jean-Luc
ANDRE Gérard	FAURE Dominique	OBERTI Jacques
AREVALO Henri	FÖREST Laurent	PACE Alain
BAYONNE Serge	GRENIER Maurice	PERE Marc
BIASOTTO Frank	GRIMAUD Robert	PLANTADE Philippe
BOISSON Dominique	HAJJE Samir	RAYNAL Claude
BOLZAN Jean-Jacques	LABORDE Pascale	ROUGÉ Michel
CALVET Brigitte	LACON Amaud	RUSSO Ida
CARLES Joseph	LATYARD Pierre	SANCÉ Bernard
CHOLLET François	LOZANO Guy	SANCHEZ François
COU Jean-Louis	MAULOUE Philippe	SAVIGNY Thierry
COQUART Dominique	MARIN Claude	SERE Elisabeth
COSTES Bruno	MARIN Pierre	SERP Bertrand
DELPECH Patrick	MEDINA Robert	SIMON Michel
DELSOL Alain	MIRC Stéphanie	SUSIGAN Alain
DESCLATX Edmond	MOLINA Jean-Louis	TABORSKI Catherine
DOITTAU Véronique	MONTI Jean-Charles	TOUTUT-PICARD Elisabeth
DUCERT Claude	MORERE André	TRAVAIL-MICHELET Karine

# Délégués suppléants excusés

ARDERIU François	MAZEAU Jacques	SIMEON Jean-Jacques
BOLET Gérard	MOGICATO Bruno	SOURZAC Jean-Corvais
DUQUESNOY Bernard	SERIEYS Alain	
GARCIA Mireille	SERNIGUET Hervé	

Nombre de délégués	En exercice : 66	Présents : 9	Votants : 13
	Abstention : 0	Contre : 0	Pour : 13

Par courrier en date du 18 mai 2016, la commune de la Solvère Saint-Gilles avait notifié au SMEAT, conformément aux dispositions de l'article L 150-40 du Code de l'Urbanisme, son projet de 5<sup>ème</sup> modification du Plan local d'urbanisme (PLU) avant enquête publique.  
Par délibération du Comité Syndical en date du 19 octobre 2016, le SMEAT a, dans son avis :

- pris « acte des évolutions réglementaires des zones Ua, Ub, Ue et AU relatives à la suppression du COS et aux modalités d'emprise ainsi, en aménageant la collectivité, dans les secteurs Ub et AU situés en territoire de développement mesuré, à prendre toutes dispositions permettant de garantir leur compatibilité avec les densités recommandées par le SCOT ».
- émis « un avis favorable sur les autres dispositions envisagées de modification du PLU, sous réserve que les dispositions réglementaires n'aient aucune constructibilité dans les espaces naturels protégés du SCOT ».

Par courrier en date du 17 juillet 2017, la commune a transmis au SMEAT une nouvelle version du projet de 6<sup>ème</sup> modification du PLU comportant les mêmes objets, et complétée ou modifiée pour les points concernant :

- la justification d'une servitude de projet en centre-ville par une nouvelle étude urbaine conduisant à y limiter temporairement la constructibilité,
- les dispositions relatives au logement locatif social (LLS), en abaissant le seuil (déclenchant l'obligation de réaliser 50 % de LLS) de 250 à 220 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SP) en zones Ua, Ub et Ue, et en augmentant (pour des zones ainsi que pour la zone AU) à 50 % cette obligation, à partir de 600 m<sup>2</sup> de SP créé,
- les règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques en zones Ua et Ue.

Ces évolutions n'appellent pas d'observation, au regard du SCOT.

En l'absence d'éléments d'analyse complémentaire ou de justification de la prise en compte des observations émises par le SMEAT dans son avis du 19 octobre 2016, il est proposé de maintenir celui-ci.



Le Comité syndical  
entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
délibère et décide

**Article 1 :**

De prendre acte des évolutions réglementaires des zones Ua, Ub, Uc et Au relatives à la suppression du COG et aux modalités d'emprise du sol, en invitant la collectivité, dans les secteurs Ub et Au situés en territoire de développement mesuré, à prendre toutes dispositions permettant de garantir leur compatibilité avec les densités recommandées par le SCOT;

**Article 2 :**


D'émouvoir un avis favorable sur les autres dispositions du projet de 5<sup>ème</sup> modification du PLU de La Salvette Saint-Gilles, sous réserve que les dispositions réglementaires n'autorisent aucune constructibilité dans les espaces naturels protégés du SCOT;

**Article 3 :**

De notifier la présente délibération à Monsieur le Maire de La Salvette Saint-Gilles et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Ainsi fait et délibéré, le jour  
Mois et an que dessus

Le Président

  
\_\_\_\_\_  
Jean-Luc MOUDENC



Service émetteur : Délégation Départementale de la Haute-Garonne  
Pôle Prévention et Gestion des Alertes Sanitaires

Affaire suivie par : Mohamed BEY  
Technicien Sanitaire

Téléphone : 05.34.30.26.53

Réf. Interne : 2017/759

Date :

23 NOV 2017

Monsieur le Maire  
Mairie  
Service Urbanisme  
31880 LA SALVETAT SAINT GILLES

Objet : relance de consultation quant à la 5<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la SALVETAT SAINT GILLES

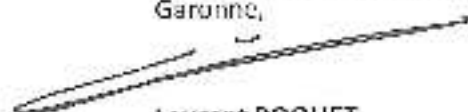
Monsieur le Maire,

Par courrier du 23 octobre 2017, vous avez consulté mes services concernant le dossier cité en objet.

Ce dossier n'appelle pas d'observations particulières de la part de mes services.

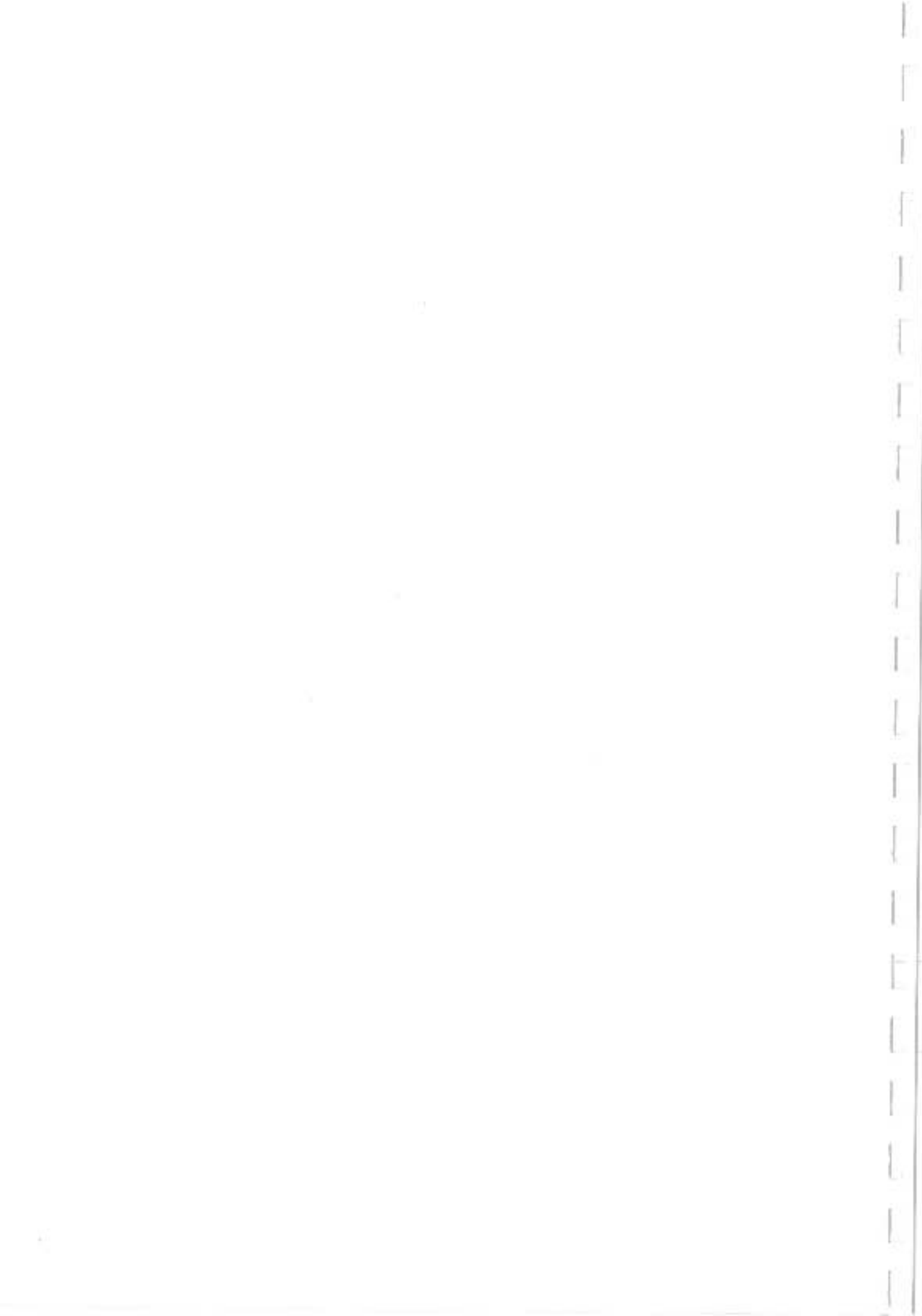
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé Occitanie,  
et par délégation,  
Le Délégué Départemental de la Haute-  
Garonne,



Laurent POQUET





Le Président  
HS/K9

Monsieur François ARDERIU  
Maire de La Salvétat Saint-Gilles  
Hôtel de Ville  
Place du 19 Mars 1962  
31980 LA SALVETAT SAINT-GILLES

Toulouse, le 7 novembre 2017

Monsieur le Maire,

Objet :  
Modification du PLU de la  
commune de  
La Salvétat Saint-Gilles

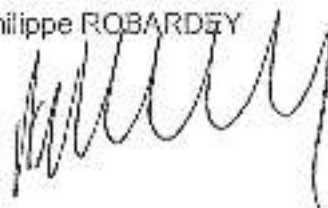
Vous avez bien voulu nous adresser le projet cité en objet et je vous en remercie.

Après consultation de mes collègues et instruction de ce dossier par mes services, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse émet un avis favorable sur la modification du P.L.U. de votre commune.

La modification du règlement de la zone AUc afin d'y autoriser une mixité des fonctions et des usages (habitat, commerces, services de proximité...), permettra un renforcement et un élargissement du cœur de ville.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe ROBARDEY





PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Toulouse, le

30 NOV. 2017

Service Territorial

Pôle Territorial Nord - UPP - GAT

à

Affaire suivie par : Christian Foisac  
Téléphone : 05 81 97 73 06  
Télécopie : 05 81 97 73 09  
Courriel : christian.foisac  
@haute-garonne.gouv.fr

M. le maire de La Salvat Saint-Gilles  
Mairie  
Place du 19 mars 1962  
31880 LA SALVETAT SAINT-GILLES

Objet : Avis sur le projet de cinquième modification du PLU de la commune de La Salvat Saint-Gilles

Le projet de cinquième modification de votre Plan Local d'Urbanisme (PLU), transmis le 18 octobre dernier par courriel, appelle de ma part les observations suivantes.

1- Un projet cœur de ville avec deux temporalités

*a) Des outils de préservation dans l'attente d'une réflexion aboutie :*

La présente modification est l'occasion d'instituer une servitude de projet sur un périmètre situé en cœur de ville dans l'attente d'un projet d'aménagement global. Dans le cadre de cette démarche, la commune a mis en place une commission cœur de ville, une plateforme collaborative à disposition des habitants et une consultation de la population en septembre 2017. Elle a en parallèle fait appel à l'assistance du CAUE pour la réalisation d'une étude préalable sur l'aménagement du centre-ville.

Ces éléments viendront nourrir la rédaction d'un cahier des charges nécessaire à la consultation d'un prestataire auquel sera confié la poursuite et la mise en œuvre de la réflexion d'aménagement.

Comme évoqué lors de la réunion du 6 septembre dernier, la DDT souhaite être étroitement associée et porter conseil dans le cadre de la rédaction du cahier des charges.

*b) Un îlot de constructions vétustes à rénover rapidement :*

Un îlot de constructions situé dans l'hyper centre est intégré dans un sous secteur Ua1 sans pour autant être intégré à la servitude de projet du fait de la vétusté du bâti rendant nécessaire une rénovation rapide de ces constructions.

Cette zone a fait l'objet d'une étude préalable par le CAUE. Les principales orientations retenues par la commune sont présentées p.18, 19 et 20 de la notice. Le choix de ne pas retranscrire le projet d'aménagement retenu dans une orientation d'aménagement et de programmation devra être justifié. L'écriture d'une OAP permettrait d'en garantir une mise en œuvre pertinente en fixant à minima les invariants retenus par la collectivité dans le cadre d'échanges ultérieurs avec des porteurs de projets intéressés.

## 2- Remarques diverses

- L'OAP proposée sur la zone AUb2 pour le secteur de « Camp Loung » expose de manière litérale l'aménagement projeté du secteur. En complément des parties descriptives écrites, l'ajout d'un schéma de synthèse faciliterait l'appropriation de la vision du projet souhaité.

- Règlement écrit :

- x préciser à partir d'où est mesuré le retrait de 4m imposé le long de réseau hydrographique ;
- x pour les zones concernées par le risque inondation, renvoyer à l'application du PPRi approuvé, exemple de rédaction, article 2 :

"A l'intérieur du périmètre du Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Aussomelle, les occupations et utilisations du sol autorisées seront soumises aux prescriptions énoncées et annexées au présent PLU."

- Cette procédure a fait l'objet d'un avis le 3 août 2017 de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Il conviendra de présenter à l'enquête publique, en complément de la notice, un exposé sur les suites données à cet avis (réduction en surface du secteur et classement d'une partie en espace boisé classé).

Les autres points visés au projet de modification n'appellent pas d'observation particulière.

Sous réserve de la prise en compte des différentes observations formulées ci-dessus, j'émetts un **avis favorable** au projet de cinquième modification présenté. Cet avis sera porté à la connaissance du commissaire enquêteur et joint au dossier d'enquête publique.

La DDT reste à votre disposition pour tout échange complémentaire sur les points évoqués ci-dessus.

Le chef du pôle territorial nord



Alexis PALMIER



MAIRIE DE LA SALVETAT SAINT-GILLES  
MONSIEUR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

31880 LA SALVETAT SAINT-GILLES

REF : YPUBSD.2018\_018  
Pôle Territoire  
Dossier suivi par : Dominique BESSETTES  
Tél : 05 61 10 42 69

**Siège social**  
32 rue de Lisieux  
31000 Toulouse  
31026 Toulouse Cedex 3  
Tel : 05 61 10 42 69  
Fax : 05 61 23 45 79

**Antennes**  
Château de Caplelle  
140 place du château  
31500 Fronton  
Tel : 05 61 02 10 00  
Fax : 05 61 02 01 29

**Les Hauts de Luchon**  
31400 Barbazan  
Tel : 05 61 27 98 37  
Fax : 05 61 81 74 92

**20 route d'Albi**  
31000 Marciac  
Tel : 05 64 40 00 50  
Fax : 05 61 01 34 69

**5 Espace Pôles**  
31000 St-Baudens  
Tel : 05 61 94 01 00  
Fax : 05 61 94 01 00

Toulouse, le 11 janvier 2018

**Objet :** Enquête publique sur la modification n° 5 du PLU de La Salvetat Saint-Gilles, courrier d'appui à la requête de M. Florent TESSAROTTO exploitant des parcelles agricoles sur la commune

Monsieur le commissaire enquêteur,

Monsieur Florent TESSAROTTO nous a sollicité concernant le projet de modification n° 5 du PLU de La Salvetat Saint-Gilles, pour lequel l'enquête publique est en cours.

Ce projet de 5<sup>ème</sup> modification du PLU prévoit l'ajout d'un emplacement réservé n° 20 sur une emprise de 16609 m² en vue de l'aménagement d'une liaison douce le long de l'Aussonnelle,

L'aménagement d'une liaison piétonne de part et d'autre de l'Aussonnelle aurait pour conséquences des perturbations importantes et une remise en cause du fonctionnement de l'exploitation de Monsieur Florent TESSAROTTO.

M. TESSAROTTO est exploitant agricole avec un cheptel ovin de 600 bêtes. Son unité d'exploitation située sur la commune de La Salvetat Saint-Gilles a été acquise il y a 2 ans dans le cadre d'une attribution SAFER. Préalablement à cette attribution, la SAFER s'était assurée auprès de la municipalité qu'aucun projet ne viendrait impacter les terrains concernés.

Nous comprenons les préoccupations d'aménagement communal et notamment l'importance de créer des liaisons douces afin de relier les quartiers d'habitats aux centres urbains et aux équipements publics. Cependant la création de liaisons douces ne doit pas se faire au détriment des activités existantes. La création de cheminements aux abords des terrains agricoles est source de gênes et de nombreux conflits de voisinage avec les exploitations agricoles : intrusions sur les parcelles et dégradations des cultures, dépôts sauvages, ... effarouchement des animaux par les engins motorisés et les chiens notamment...

M. TESSAROTTO propose une **solution alternative** pour aménager une liaison douce qui ne viendrait pas compromettre le bon fonctionnement de l'exploitation et lui permettrait de maintenir son troupeau sur les terrains destinés au pâturage.

En conséquence, nous demandons expressément que l'emplacement réservé n°20 tel qu'il est prévu dans le projet de modification n°5 du PLU soit supprimé et remplacé par un emplacement réservé résultant de la solution proposée par M. TESSAROTTO qui correspond à un compromis entre la nécessité d'une part, de répondre aux besoins collectifs d'aménagement de liaisons douces auquel la commune doit répondre et d'autre part, au maintien et au bon fonctionnement de l'exploitation de M. TESSAROTTO.

Nous rappelons :

- que la Chambre d'agriculture est vigilante à la préservation du foncier et de l'activité agricole,
- que les collectivités lorsqu'elles définissent des projets doivent s'assurer que ces derniers n'impactent pas l'activité agricole, pour ce faire elles doivent en amont se rapprocher des exploitants concernés.

Nous vous demandons de nous tenir informés des suites données à la modification de l'emplacement réservé N°20.

Nous vous prions de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, à l'expression de nos meilleures salutations.

Yvon PARAYRE,  
Président

